

**Directeurs-Gérants :**  
**F. DE RODAYS** & **A. PÉRIER**  
 Rédacteur en chef. Administrateur.  
 SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :  
**Gaston CALMETTE**  
 TÉLÉPHONE : 102.46 Rédaction  
 102.47 Administration  
 ANNONCES ET RÉCLAMES  
 Agence P. DOLLINGEN, 10, rue Grange-Batelière

# LE FIGARO

**H. DE VILLEMESANT**  
 Fondateur  
 RÉDACTION  
 ADMINISTRATION — PUBLICITÉ  
 26, Rue Drouot, 26 — PARIS  
 ABONNEMENT  
 Trois Mois Six Mois Un An  
 Seine, Seine-et-Oise. 15 30 60  
 Départements. 18 36 72  
 Union Postale. 21 42 84  
 On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

## JUSTICE

A M. le député X.

Monsieur le député,

Je ne vous connais pas. Etes-vous de droite ou de gauche, ou de cette « Plaine », toujours semblable à elle-même depuis cent ans passés, c'est-à-dire très plate, toujours encline aux capitulations et aux lâchetés, toujours digne de recevoir des conseils tels que l'ignominieux « Songez à vos circonscriptions » et toujours prompt à les suivre ? — je l'ignore.

Vous êtes, si écarlates que soient probablement pour vous un si beau nom et une fonction si noble — quand elle est remplie — vous êtes représentant du peuple. Et je n'en demande pas davantage.

Un vrai dire, c'est à un membre de notre Tribunal suprême que je devrais écrire, plutôt qu'à vous. Mais qu'il, l'heure n'est pas loin où la Cour de cassation va parler... Or, j'aime à me représenter les dignes magistrats qui la composent comme semblables à des prêtres qui, devant bienôt communier, surveillent leur âme, la veulent d'une pureté immaculée, nette de l'ombre même d'une pensée mauvaise, pour le moment solennel où ils s'approcheront de la Sainte Table. Oui, je me figure que ces magistrats qui vont juger — et dans quelle cause ! — sont tout entiers à la justice, comme sont à leur Dieu ces prêtres qui vont recevoir le Saint Sacrement.

Si cette conception est naïve, si au contraire de louches intrigues rampent autour d'eux, et si, au lieu de chasser d'un grand geste indigné les démons tentateurs, ils d'entre eux prêtent peut-être l'oreille aux voix insidieuses qui murmurent dans l'ombre des choses propres à faire rougir la face auguste de la Justice, eh bien ! il me paraît d'être naïf et de croire obstinément que cette justice et la vérité prévaudront néanmoins dans leur cœur. Donc, que dans un recueillement profond, loin de nos querelles, du vain tumulte de nos détestables discords, ces magistrats s'efforcent, scrutent, travaillent à débrouiller l'écheveau de la mystérieuse Affaire. Et que, dans ce grand silence, ils n'écoulent et n'entendent que la bonne consillère intérieure qui leur crie, je veux l'espérer :

*Fiat justitia et pereat mundus !*

Parole superbe mais erronée en un point. Car c'est précisément quand la justice fait défaut que les peuples périssent — et non pas lorsqu'elle s'accomplit.

\*\*\*

C'est donc à vous que je m'adresse, monsieur le député, à vous, gardien de la chose publique.

Vous avez pris connaissance des documents de l'enquête. Parmi les nombreuses et tristes réflexions qu'en suggère la lecture, voici deux remarques fort simples, à l'inquiétante obsession desquelles il est malaisé de se soustraire :

1<sup>re</sup> Une dépêche, émanant de l'ambassade d'Italie, et qui était à tout le moins une très forte présomption d'innocence en faveur de Dreyfus, ne figure pas au procès de 1894. Mais ce même document se retrouve, quatre ans après, dans le fameux dossier secret, arche sainte de l'accusation. Seulement, de 1894 à 1898, le texte authentique de la pièce s'est modifié, et le document a déchargé de devenu — on ne sait comment — un document à charge.

2<sup>o</sup> On interroge un témoin, l'honorable M. Painlevé, sur un détail relatif à la vie privée de Dreyfus. Il répond et son témoignage, qu'il juge lui-même sans grande importance, n'est nullement défavorable à la moralité de Dreyfus. Or, on rédige après coup sa réponse, sans le prévenir ; on lui fait dire, dans cette rédaction, précisément le contraire de ce qu'il a dit, et cette réponse, sophistiquée comme la dépêche italienne, s'en va tout droit prendre place dans ce que M. Cavaignac n'hésite pas à appeler « un réseau de preuves qui permet de saisir la vérité ».

De quel côté que l'on se tourne, des choses très laides afflissent nos regards. Pervécité, perfidie, improbité cynique, fausseté régnent dans nos mœurs. Une noire, une épaisse fumée de mensonge monte, se répand, envahit tout. Je sais des poumons pour qui l'air de France, empesté par ces miasmes, devient irrespirable...

Et si vous voulez savoir, monsieur le député, d'où vient la crise aiguë qui éprouve si cruellement cette chose publique dont vous avez la garde, c'est de ceci tout simplement : que notre pays souffre de deux impérieux besoins auxquels ceux qui ont chargé de ses destinées semblent vraiment trop peu pressés de donner satisfaction. L'un est le besoin de vérité, l'autre le besoin de justice, qui, au fond, ne constituent qu'une seule et même aspiration de sa conscience profondément émue.

\*\*\*

Et ce qui la trouble à ce point, le voit.

Si ce maudit procès de 1894 planait déjà, comme nous le disait l'autre jour Cornély, le spectre sanglant du colonel Henry. Qu'un ancien magistrat ose appeler cet homme « un soldat loyal, honnête et pur, dont un crime isolé, né de l'indignation, n'a nullement terni la vie sans reproche », libre à lui. Il y a dans la conscience de ce magistrat des singularités que ne recèlent pas les consciences ordinaires.

Ces dernières sentent et raisonnent autrement. « Pourquoi, se sont-elles demandées, si l'on était certain de la culpabilité de Dreyfus, Henry a-t-il commis son

crime ? » Et pas une des explications embarrassées qu'on a essayé de donner n'a répondu encore à cette précise et redoutable question, tant de fois posée depuis huit mois. Or, voici que nous découvrons avec horreur que l'acte de ce malheureux n'est nullement le crime isolé qu'on est bien obligé d'avouer — Dieu sait avec quel regret ! — mais que ce crime fait partie d'une série d'actes précédant du même esprit, de la même méthode, et tendant avec la même scélératesse au même but.

Et c'est pourquoi l'accusation peut élever arguments sur arguments en faveur du jugement de 1894, nous affirmer, fût-ce avec un accent d'évidente sincérité, que l'homme contre qui de pareilles machinations furent employées a été justement et légalement condamné. Un irrémédiable discrédit pèse désormais sur cette accusation. Le faux du colonel Henry et les autres sophistication du même genre, clairement démontrées aujourd'hui, sont une tunique de Nessus indiscutablement attachée à elle, un chancro qui la ronge, qui détruit sa force.

Dans le cœur du pays, encore silencieux mais épouvanté de ce qu'il apprend, s'accumule lentement une formidable colère. Dieu veuille que l'on en conjure à temps l'explosion ! Car je sais bien qu'en payant les frais : l'armée, notre chère et vaillante et généreuse armée, que l'on a engagée follement, sous couleur de la défendre, sur un chemin qui mène tout droit au désaccord aigu entre elle et la nation. Et le jour où ce désaccord impie se produirait, nous aurions pas assez de larmes pour pleurer comme il le faudrait sur la mortelle blessure qu'aurait reçue la patrie.

\*\*\*

Or, nous sommes menacés, paraît-il, de voir la Cour de cassation — pour des raisons subtiles auxquelles ce peuple de clair bon sens ne pourra rien comprendre — refuser, elle aussi, de donner satisfaction au besoin de vérité et de justice qui la tourmente.

Si la Cour suprême, retenue par des considérations d'ordre juridique tirées de « l'absence de fait nouveau », refuse la révision ; si en outre elle se dérobe à l'examen des motifs d'annulation, sous prétexte que n'étant pas saisie de cet examen par le garde des sceaux elle ne peut s'en saisir elle-même, c'est alors, monsieur le député, que votre rôle commence.

Un vrai rôle de représentant du peuple, monsieur, un rôle très beau, très grand, très bienfaisant ! Car il ne s'agit pas pour vous, cette fois, de défendre les intérêts de votre clocher et de gagner les bonnes grâces de vos courtiers électoraux en grappillant dans notre malheureux budget de quoi leur complaire, mais de parler au nom de la communauté française tout entière et de nous apporter à la tribune quelques-uns de ces accents généreux que nous ne sommes plus, hélas ! habitués à entendre.

Vous direz donc au gouvernement qu'il serait inexcusable de laisser un virus aussi malfaisant que l'affaire gangrener plus longtemps le corps toujours sain de la nation, quand il lui suffirait pour extirper ce ferment d'enfoncer résolument le scalpel dans l'horrible abcès qu'on a — par coupable imprévoyance ou lâcheté — stupidement laissé se former.

Le scalpel, c'est l'annulation du jugement qui a condamné Dreyfus. Vous réclamerez cette annulation en rappelant les actes d'illegalité qui — entre autres choses étranges — ont marqué ce procès surprenant.

Dites très haut qu'un peuple peut se passer de tout plutôt que du pain quotidien de la justice ; qu'il languit et s'étiole quand on ne le lui donne pas, — à moins qu'en tant soudain une ombre fureur, il ne prenne de vive force ce qu'on refusait à sa faim. Ajoutez que la France, en particulier, ne saurait, sans une sensible diminution de sa haute renommée, renier ce principe de justice dont elle-même a proclamé à la face du monde la sainteté.

Avertissez que l'heure est très grave, qu'il se produit un terrible soulèvement des consciences, et que beaucoup de ces consciences sont celles d'excellents citoyens. Ces citoyens-là déplorent que l'excès — devenu intolérable pour eux — du mensonge et de l'iniquité les ait arrachés à la retraite et au silence qui leur étaient chers. Mais maintenant qu'on les a forcés à descendre dans la lice, ils y resteront, combattant avec une foi indomptable pour leur cause, dont ils croient fermement que le triomphe importe aux plus essentiels intérêts de la patrie.

Ah ! monsieur le député, quel honneur que celui de jeter à ce pauvre pays, qui les attend depuis si longtemps, des paroles de loyauté comme celles-là ! Avec quelle avidité, quelle gratitude notre peuple attendrait enfin ce langage dans lequel il se reconnaîtrait lui-même, où tous nos retournements de langue, où toutes nos traductions si différentes qui ont été faites d'une même dépêche adressée par M. Panizzardi à son gouvernement.

La Cour entendra lundi, comme nous l'avons annoncé (en dépit des démentis qu'on a cru nous donner), le capitaine Freystätter, membre du Conseil de guerre de 1894, puis M. Lépine, ancien préfet de police. Elle a convoqué aussi M. le général Roget et M. Berthoulet pour les confronter, mais il est probable que la séance de lundi ne suffira pas et que la confrontation sera renvoyée à mardi.

Les obsèques de M. Edouard Pailleron ont lieu aujourd'hui, à dix heures et demie, en l'église Saint-Augustin. On se réunira à la maison mortuaire, 55, rue de Monceau.

Les cordons du poêle seront tenus par MM. Roujon, Brunetière, directeur, et Boissier, secrétaire perpétuel de l'Académie française.

pas plus gros qu'un ballon. Vous détournez la tête et l'instant. Et voici que tout le vaste ciel est envahi par eux...

Prenez garde aux petits nuages qui commencent à monter du fond de la conscience de notre peuple !

George Duruy.

## Échos

La Température

Le mauvais temps est encore revenu nous assaillir. La journée d'hier a été déplorable. Le froid, la pluie, l'absence de soleil, un peu de grésil, tel a été le bilan de cette journée détachée de la saison d'hiver. A Paris, nous sommes décidément les plus mal partagés, au regard à notre latitude. Cependant, un temps doux est probable, mais les averse les sont aussi. Le soir, le baromètre indiquait 754 mm, après avoir marqué 755 mm la journée.

Les Courses

A 2 h., Courses à Neuilly-Levallois. — Gagnants de Robert Millon :  
 Prix des Berges : Raphaël.  
 Prix de Bretagne : Natté.  
 Prix Hémine : Sadova.  
 Prix Iris : Sensitive.  
 Prix Niger : Rocambole.

LA VALSE DES AVEUX

Il n'y a personne pour la mettre en musique, et c'est vraiment dommage, car elle en vaudrait la peine.

Ce qu'il y a de tout à fait spécial dans l'affaire, c'est qu'on ait attendu que Dreyfus fût à l'île du Diable pour chercher des preuves contre lui. Pour le procès on avait cru que le bordereau suffisait. Il ne suffisait pas. Un haut fonctionnaire, M. Lépine, alors préfet de police, qui avait assisté à tous les débats, vint dans une maison que je connais et dit : — Dreyfus va être acquitté. Je vais donner mes ordres en conséquence.

Alors, on fit jouer le dossier secret dans lequel on avait mis tout ce qu'on voulait, tout ce qu'avait inventé l'imagination des policiers qui fréquentent la haute société et les grands bars. Et les juges, ignorant qu'ils commettaient une forfaiture, condamnèrent.

Ainsi comprises, les procédures deviennent extraordinaires, simples, et c'est d'ailleurs avec ce système-là que le Tribunal révolutionnaire de 1793 offrit à la nation les têtes des grands-papas et des grands-mamas de quelques messieurs distingués d'aujourd'hui qui proclamaient Dreyfus coupable et l'enquête inutile à lire. C'est excessivement curieux.

Le coup des aveux est également postérieur au drame. Il a fallu que M. Cavaignac arrivât au ministère pour que M. le capitaine Lebrun-Renaud lui communiquât la page de son carnet sur laquelle il avait inscrit les aveux, et qu'il a soigneusement détruit ensuite.

Juste-à-là il n'y avait pas d'aveux. Personne ne les avait invoqués. Personne ne s'en était préoccupé. Tout le monde les niait, y compris M. le capitaine Lebrun-Renaud. D'ailleurs, la justice militaire n'avait pas imité la justice civile qui, jusqu'au pied de l'échafaud, interroge régulièrement les condamnés, dans ce besoin qu'éprouvaient jusqu'ici tous les hommes civilisés de mettre leur conscience en repos. Il n'y avait personne qui pût provoquer et recueillir juridiquement les aveux de Dreyfus. Et l'attitude même du condamné démontre qu'il n'a pas pu proférer des aveux, que M. le capitaine Lebrun-Renaud, dans sa déposition, considère comme des excuses.

Je serais presque tenté de dire que c'est dommage, car alors je pourrais ajouter que les Allemands ne sont pas plus malins que nous, que leur état-major est bien inférieur au nôtre, et que des victoires futures se préparent pour nous, grâce à leurs défaillances prodigieuses.

Dreyfus a avoué, voulez-vous ? Dreyfus a déclaré, et le ministre le sait, qu'il donnait des documents insignifiants pour avoir des documents plus importants. Qu'il donnait-il ces documents insignifiants ? De qui attendait-il des documents plus importants ? Tout le monde le sait, et tout le monde l'a dit. Il travaillait avec M. de Schwartzkoppen, l'attaché militaire de l'ambassade d'Allemagne.

Donc, M. de Schwartzkoppen était le militaire imbécile qui doit livrer jusqu'il ne reçoit. Donc, M. de Schwartzkoppen était le traître. Et il est l'ami personnel de Guillaume II ! et il est le colonel du régiment des grenadiers de la garde ! Quelle affaire, mes enfants ! quelle affaire !

Voilà pourtant à quelle absurdité vous conduit la valse des aveux. Jouez-la donc encore ! — J. CORNÉLY.

A Travers Paris

La Cour de cassation, toutes Chambres réunies, a entendu hier M. le général Chamoine et M. Paléologue au sujet des deux traductions si différentes qui ont été faites d'une même dépêche adressée par M. Panizzardi à son gouvernement.

La Cour entendra lundi, comme nous l'avons annoncé (en dépit des démentis qu'on a cru nous donner), le capitaine Freystätter, membre du Conseil de guerre de 1894, puis M. Lépine, ancien préfet de police. Elle a convoqué aussi M. le général Roget et M. Berthoulet pour les confronter, mais il est probable que la séance de lundi ne suffira pas et que la confrontation sera renvoyée à mardi.

Les obsèques de M. Edouard Pailleron ont lieu aujourd'hui, à dix heures et demie, en l'église Saint-Augustin. On se réunira à la maison mortuaire, 55, rue de Monceau.

Les cordons du poêle seront tenus par MM. Roujon, Brunetière, directeur, et Boissier, secrétaire perpétuel de l'Académie française.

mie française : Ludovic Halévy, Paul Hervieu, Victorien Sardou, Cherbuliez et Mounet-Sully.

Au cimetière, quatre discours seront prononcés par : M. Roujon, au nom du gouvernement ; M. Brunetière, au nom de l'Académie française ; M. de Bornier, au nom de la Société des auteurs ; M. Mounet-Sully, au nom de la Comédie-Française.

En réponse à la lettre de M. Joseph Fabre, sénateur, que nous avons publiée hier, M. Chovet, sénateur de l'Oise, adresse à son collègue la lettre suivante :

Paris, le 21 avril.

Mon cher collègue et ami,  
 A l'auteur anonyme de l'article publié par l'Aurore et aux reporters me demandant de confirmer ou de démentir la nouvelle donnée par ce journal, relativement à la conversation que j'ai eue, à Compiègne, avec le commandant Gallet, le jour même du suicide du colonel Henry, je n'ai pas cru devoir répondre.

Mais voici que vous, mon collègue et ami, intervenant à visage découvert par une lettre parue dans le Figaro d'aujourd'hui, vous me demandez de rompre le silence.

Eh bien, soit ! Avec vous, il ne me déplaît point de parler. Et tout d'abord, croyez bien que je ne vous en veux nullement de la vivacité de votre intervention ; j'apprécie trop comme il convient les explosions de votre nature toujours ardente et généreuse.

Et enfin, je vous prie d'autant moins rancune que le récit par vous donné au Figaro est absolument conforme à la vérité.

Bien cordialement à vous.

CHOVET.

Aujourd'hui, à l'hôtel Drouot, vente de tableaux modernes composant la collection de M. Maurice L. On a beaucoup admiré, à l'exposition, les œuvres de Chaplin, Corot, Meissonier, Ziem, etc., etc.

Nous avons reçu l'invitation suivante que nous nous empressons de reproduire, en raison de son caractère officiel :

MINISTRE  
 de la  
 DESTRUCTION PUBLIQUE  
 et des  
 BEAUX-ARTS

Le Comité des Quat'z'arbres, justement ému de la nudité du quai Malaquais (le nu est comme toujours interdit), a l'honneur d'inviter

M.  
 Au renouveau des quais, qui commencera le samedi 23 avril, devant l'Ecole des beaux-arts.

Ouverture des bourgeois à 6 h. 1/2 précises. Le costume est de rigueur.

La tenue d'ingénieur est rigoureusement interdite.

Le cortège quittera le Moulin-Rouge à 6 heures.

P.-S. — La cérémonie aura lieu sur le quai Voltaire, devant l'Ecole des B.-A., à l'endroit où les platanes ont été coupés.

Cette cérémonie, d'après des renseignements recueillis aux sources les plus autorisées, consistera dans la plantation, sur le quai Malaquais, d'une douzaine d'arbres en carton de cinq mètres de haut, qui remplaceront les vrais arbres que l'on a sacrifiés pour les travaux actuels en cours.

Cet essai d'arboriculture essentiellement moderne ne pourra pas manquer d'être suivi avec intérêt, d'autant plus que s'il réussit, ce qui est probable, il serait question de l'étendre à toutes nos avenues et promenades.

Dans les Mémoires d'un jeune homme rangé, qui paraissent aux « Editions de la Revue blanche », l'auteur de l'Anglais tel qu'on le parle et de tant de pièces amusantes nous montre une face nouvelle de son esprit si inventif et si varié. On a rarement offert au public un roman si original et si gai et dont la sincérité même si naturellement à des instants d'émotion vraie.

Lors de la prochaine discussion de son budget devant le Sénat, M. Mougeot, sous-secrétaire d'Etat des postes et télégraphes, prendra l'initiative d'une réforme qu'il étudie actuellement, et qui sera certainement fort appréciée.

Il s'agit de la création, en nombre indéterminé, de boîtes aux lettres dans les usines, maisons de commerce, voire dans les simples domiciles. Moyennant une faible redevance, on ne se trouvera plus dans l'obligation de faire un trajet plus ou moins long pour aller dans un bureau de poste, les lettres dans ces boîtes supplémentaires devant être faites par les facteurs aussi régulièrement que dans les boîtes de quartier.

C'est là une innovation des plus heureuses et nous ne doutons pas que M. Mougeot soit mis à même de l'appliquer rapidement.

C'est aujourd'hui que paraissent chez l'éditeur Fasquelle, en un volume de la Bibliothèque-Charpentier, les Notes sur la Vie, le livre posthume d'Alphonse Daudet. Par la lecture de la préface si claire et d'une émotion discrète si communicative de Mme Alphonse Daudet, que nous avons publiée hier, nos lecteurs ont pu se faire une idée de la composition de ce livre, qui charmera par la multitude des petits instantanés dont beaucoup sont de véritables romans en raccourci, et aussi par la mise en lumière du procédé de travail de l'illustre écrivain.

La clôture de l'Exposition des Aquarellistes français, à la Galerie des Champs-Élysées, aura lieu le dimanche 30 avril.

Nouvelles à la Main

Les Berliereux, qui se sont attardés chez un ami à la campagne, manquant le train sur lequel ils comptaient et apprenant avec stupeur que le prochain train ne partira pas avant deux heures.

— Je croyais qu'il y en avait un avant, dit Berliereux tout désappointé.

— Et le chef de gare, gouaillard :

— Non, monsieur, ils sont tous à vapeur !

Le Masque de Fer.

LE

## DOSSIER DE L'ENQUÊTE

DE LA

### COUR DE CASSATION

(SUITE)

Le Figaro publie aujourd'hui les dépositions suivantes :

M. Gobert, expert à la Banque de France (suite et fin de sa déposition) ;

M. Giry, professeur à l'Ecole des chartes ;

M. Belhomme, expert dans l'affaire Esterhazy ;

M. Couard, expert dans l'affaire Esterhazy ;

M. Varinard, expert dans l'affaire Esterhazy ;

M. Paul Meyer, directeur de l'Ecole des chartes ;

M. Molinier, professeur à l'Ecole des chartes ;

M. Chincholle, à propos d'un incident qui s'était produit en sa présence dans les couloirs du Palais de justice.

### 1<sup>re</sup> Déposition de M. Gobert

— Suite —

Il me montra, et j'en demeurai surpris, les convocations pour procéder à l'arrestation de Dreyfus.

Au cours de mes vérifications, le général Gonse est venu deux fois dans la même journée chez moi. A ce moment, je lui fis savoir le déplaisir que j'éprouvais à faire une vérification sous le couvert de l'anonymat et je lui fis observer qu'au cas où mes conclusions seraient accusatrices, je tenais positivement à faire mention du nom de l'officier sur mon rapport ; mais que si, au contraire, mes conclusions étaient négatives, je n'avais nul besoin de connaître ce nom. Le général Gonse ne fit aucune remarque.

Plus tard, à l'état-major, cette demande de ma part a été critiquée très vivement et qualifiée de demande suspecte.

Ces messieurs ignoraient assurément que les usages de la justice civile ne comportent ni aucune enquête, ni aucune instruction sous la forme de l'anonymat.

Au surplus, le désir que j'avais de connaître le nom de l'officier soupçonné est demeuré sans objet, parce que parmi les pièces de comparaison qui m'ont été données il y avait la feuille signalétique écrite par l'officier lui-même, feuille à laquelle on avait découpé le nom, laissant subsister toutes les autres indications, spécialement les dates de promotion, etc., et qu'alors il m'a suffi d'ouvrir un Annuaire militaire pour connaître le nom de Dreyfus et sa position dans l'armée.

Lorsque je me présentai chez le général Gonse, le 13 octobre, j'avais déjà fait cette vérification et je connaissais le nom de l'officier soupçonné ; cependant, j'oubliai de le dire au général alors que je m'étais promis de le lui dire.

C'est à la suite de la remise des pièces que j'avais eues entre les mains à M. le général Gonse que ces pièces ont été remises à M. Bertillon, qui, le même jour, a donné une appréciation sommaire quant à l'auteur du document saisi.

En considération de la décision prise par le ministère de procéder à l'arrestation de l'officier soupçonné, je donnai moi-même le conseil de faire immédiatement une perquisition au domicile de l'officier soupçonné, de saisir tous les écrits, tous les papiers et fragments de papier (je pensais alors au papier pelure du bordereau), de faire saisir aussi les buvards.

Mes recommandations ont été remplies, et je m'attendais à compléter ma vérification à l'aide de ces nouvelles pièces et de corps d'écriture que j'avais conseillé de faire tracer à l'officier soupçonné, en le faisant écrire debout, assis, sur l'angle d'une table, la main gauche, etc., etc.

Je n'ai pas été rappelé par le ministère pour terminer ma vérification.

J'ignore pour quels motifs mes collègues ont utilisé les pièces de comparaison susdites pour leur expertise judiciaire.

Entre le dépôt de mon rapport et ma comparution devant la justice militaire, le 10 novembre 1894, divers journaux ont donné à entendre que les experts qui s'étaient montrés favorables à la cause de Dreyfus avaient manqué à leur devoir professionnel. Il ne m'était pas possible de ne pas comprendre qu'il s'agissait de moi.

Je tiens pour certain que les communications à la presse ne pouvaient venir que des bureaux de la guerre, attendu que j'ai toujours été rebelle à toute interview.

En me présentant devant le commandant rapporteur, j'étais sous une impression assez sensible, et je l'informai qu'au cas où il m'aurait appelé pour une mission de justice, je lui ferais passer.

Le rapporteur me fit savoir qu'il était pas question de cela ; mais il me fit connaître qu'on m'accusait d'avoir communiqué avec un confrère, d'avoir dit le contraire de ce que mentionnait ma lettre au ministre, d'avoir commis des indiscrétions, etc., etc.

Bref, on me mettait sur la sellette.

Je ne m'y prêtai pas et, voyant que

Voir le Figaro des 31 mars, 1<sup>er</sup>, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 et 21 avril, donnant le dossier de l'enquête de la Cour de cassation.

l'on me cherchait des griefs, surtout à l'égard de ma demande au général Gonse du nom de l'officier soupçonné, j'appris au rapporteur, qui l'ignorait, que je savais le nom de Dreyfus dès le début de mes opérations et avant le dépôt de mon rapport ; mais je me gardai de dire comment et par quel moyen j'avais connu ce nom.

Le rapporteur, évidemment d'accord avec l'état-major, crut découvrir comment j'avais su ce nom, et en fit mention au rapport d'accusation en disant que j'avais colporté des documents confidentiels dans Paris.

Ce fait, absolument faux, a donné lieu au Conseil de guerre à un incident extrêmement grave que je vais dire tout à l'heure.

Lors de ma comparution devant le Conseil de guerre, j'ai exposé brièvement les raisons pour lesquelles j'estimais que Dreyfus n'était pas l'auteur du bordereau en répétant tous les termes contenus en ma lettre du 13 octobre 1894, au ministre de la guerre.

Ma déposition terminée, je fus l'objet d'attaques violentes de la part du président. J'étais accusé d'avoir communiqué avec un confrère (M. Pelletier), d'avoir commis des indiscrétions, d'avoir dit le contraire de ce que contenait ma lettre au ministre de la guerre. Je réfutai aisément toutes ces accusations. Le président, en terminant, m'accusa d'avoir colporté dans Paris, à la Banque de France ou ailleurs, un document confidentiel écrit par Dreyfus et qui m'avait été remis pour servir à mes comparaisons.

Et cela, dit le président, pour arriver à connaître le nom de Dreyfus que vous saviez dès le début de vos opérations.

Cette grave accusation me causa une violente surprise.

J'en fus indigné ; mais, me remettant, j'expliquai au Conseil comment j'avais su le nom de Dreyfus à l'aide de la feuille signalétique.

déposé par vous à M. le général Gonse, voici en quels termes vous vous êtes exprimé : « La lettre anonyme incriminée pourrait être d'une personne autre que celle soupçonnée. » Vous n'êtes donc pas encore à ce moment absolument fixé sur le point de savoir si Dreyfus était ou non l'auteur du bordereau ?

M. Gobert. — La forme dubitative de ma lettre du 13 octobre correspond à la pensée que j'avais que ma vérification serait complétée à l'aide d'éléments de comparaison nouveaux que j'avais demandés.

Mais, dans mon esprit, la seconde partie de ma vérification n'aurait pas manqué de me conduire à une opinion catégorique et formelle, à savoir que l'officier soupçonné n'était pas l'auteur du bordereau.

J'ajoute que la première partie de ma vérification a été faite avec une hâte tellement grande que je n'ai pas cru devoir formuler autrement que je l'ai fait les conclusions de ma lettre-rapport au ministre de la guerre.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : GOBERT.

## 2<sup>me</sup> déposition de M. Gobert

SÉANCE DU 18 JANVIER 1899

M. Gobert. — Je maintiens purement et simplement les déclarations que j'ai eu l'honneur de présenter à la Cour : ma vérification d'aujourd'hui est venue les confirmer.

Je tiens pour certain que l'écriture du bordereau n'est pas de Dreyfus, et les éléments de comparaison émanant d'Esterhazy me conduisent à dire que c'est réellement lui qui est l'auteur dudit bordereau.

Je ne formule ce qui précède que comme une appréciation, ne pouvant, dans les circonstances présentes, faire une démonstration graphique complète.

J'ai été très frappé de la similitude qui existe entre le papier du bordereau et le papier d'une lettre signée par Esterhazy, écrite par lui à la date du 17 août 1894. Autant qu'il est possible de faire un rapprochement entre un papier aussi fatigué, aussi maculé que l'est le bordereau, et le papier de la lettre signée, on est en présence d'une similitude complète ; cela me paraît avoir d'autant plus d'intérêt que si le bordereau n'est pas daté, on sait qu'il est arrivé à l'état-major vers le 30 septembre 1894, ce qui fait que le terme de comparaison est concomitant comme date.

Mes appréciations peuvent présenter un certain intérêt, parce que mes fonctions d'expert à la Banque de France m'ont mis à même de connaître la fabrication du papier.

Question posée par le conseiller Sevestre. — Pendant le court espace de temps (trois heures environ) que vous avez mis à examiner et à rapprocher du bordereau les pièces de comparaison de l'écriture d'Esterhazy, avez-vous été à même de reconnaître si la lettre du 17 août, imputée à Esterhazy, mais dont il ne s'est pas reconnu l'auteur, parce qu'il est actuellement à l'étranger, était d'une écriture naturelle ou si, au contraire, cette lettre n'aurait pas été décalquée ou obtenue par un autre procédé analogue ?

M. Gobert. — Je n'ai pas eu à vérifier la lettre de comparaison qui m'a été soumise.

Je la tiens comme émanant d'Esterhazy puisqu'elle m'est présentée comme telle. Si, au lieu d'apporter une appréciation comme celle que je viens de présenter, j'avais eu à faire une expertise judiciaire, je n'aurais pas manqué d'authentifier la pièce par des comparaisons avec d'autres documents, et je me serais par Esterhazy lui-même assuré, si la chose avait été possible, de la reconnaissance de l'élément de comparaison qui nous occupe.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : GOBERT.

## Déposition de M. Giry

Professeur à l'Ecole des chartes

SÉANCE DU 2 FÉVRIER 1899

Le président. — Voudriez-vous nous dire le résultat de l'examen auquel vous venez de vous livrer ?

M. Giry. — Après l'examen, un peu court, auquel nous nous sommes livrés, je ne puis donner à la Cour qu'une impression d'ensemble. Il aurait fallu un temps plus long pour recommencer une étude méthodique et pouvoir donner une analyse complète et une démonstration tout à fait probante.

La première chose dont je me suis occupé a été de vérifier sur l'original du bordereau si les fac-similés sur lesquels j'avais fait des études antérieures (celui du *Matin* notamment) avaient été suffisamment exacts pour permettre des observations.

J'ai constaté que le fac-similé sur lequel j'avais travaillé avait été très suffisant.

L'examen de l'original a éclairci un certain nombre de points ; certaines choses qui m'avaient troublé lorsque j'avais vu le fac-similé, se sont éclaircies lorsque j'ai vu que les déchirures de l'original avaient pu produire une altération de certains mots sur le fac-similé.

J'ai comparé d'abord le bordereau avec les lettres d'Esterhazy de 1892 et de 1894 sur papier pelure. L'impression de similitude a été tout à fait saisissante.

Je ne m'arrêterai pas à la comparaison des deux papiers, bien qu'ils se ressemblent d'une manière frappante ; cependant, pour pouvoir dire avec certitude que le bordereau et les lettres sont sur le même papier, il faudrait faire une analyse microscopique que je n'ai pas pu faire.

Les deux lettres sur papier pelure étant assez courtes et ne me donnant pas un nombre de mots suffisant, je me suis reporté aux autres pièces de comparaison de l'écriture d'Esterhazy. Cet examen m'a rendu beaucoup plus assuré dans les conclusions auxquelles j'étais arrivé par mon étude antérieure.

J'ai retrouvé dans toutes ces lettres les particularités très caractéristiques de l'écriture du bordereau.

Je n'en puis citer que quelques-unes, un peu au hasard, parce que je n'ai pas pu faire une étude méthodique ; la forme très particulière des *m* majuscules ; la même habitude de ne pas faire d'alinéas en allant à la ligne ; une particularité souvent signalée et très frappante : le groupe des deux *s*, le premier court et le second long ; c'est là même une particularité rare dans les écritures françaises.

Je signalerai encore la forme des *g*, dont la boucle est ouverte ; enfin, il y a certains mots que nous avons retrouvés dans différentes lettres d'Esterhazy et qui ressemblent d'une façon tout à fait frappante aux mêmes mots dans le bordereau.

Cela a une importance particulière, parce que ce qui m'avait surtout préoccupé lorsque, l'an dernier, j'avais comparé l'écriture du bordereau avec celle d'Esterhazy, c'était la question de savoir si le bordereau avait pu être fait à l'aide de calques de mots rapportés et juxtaposés. Il y a dans le bordereau quelques mots qui sont tracés avec plus de soin et plus de lenteur que d'autres, et qui pouvaient donner à penser qu'ils provenaient d'un calque de ces mêmes mots.

Or, j'ai retrouvé la même particularité, parfois pour les mêmes mots, dans certaines des lettres d'Esterhazy qui nous ont été soumises tout à l'heure, et qui sont certainement d'une écriture courante ; je citerai le mot *guerre* à la dernière ligne de la première page du bordereau, le mot *copie* à l'avant-dernière ligne du verso ; — en bien ! dans certaines lettres d'Esterhazy (une d'avril 1896, l'autre du 29 août 1894) nous avons remarqué le mot *manœuvres* d'une ressemblance frappante avec le même mot qui est le dernier du bordereau ; la dernière partie du mot *manœuvres* en écriture un peu plus grosse que la première syllabe

LE BORDEREAU DE 1894

*Sans nouvelles m'indiquant que vous  
diriez me van, je vous envoie cependant  
d'innocentes que j'ai commencé à interpréter  
1<sup>re</sup> une note sur la forme hydrostatique  
ou 180 de la manière d'un ruban conduit  
interpréter.  
2<sup>de</sup> une note sur la troupe de cavalerie.  
(quelques modifications avant rapportées par  
la commission plén.)  
3<sup>de</sup> une note sur une modification aux  
formations de l'infanterie.  
4<sup>de</sup> une note relative à Madagascar.  
5<sup>de</sup> la page de manuel de tir de  
l'infanterie de campagne (16 mars 1894).  
Ce dernier document est extrêmement  
difficile à se procurer et je ne puis  
l'avoir à ma disposition que très peu  
de jours. Le ministère de la guerre  
en a envoyé un nombre très restreint  
à des corps et ces corps en sont responsables.  
Chaque officier d'infanterie doit  
compter la sienne après la manœuvre.  
Si donc vous voulez y prendre un  
qui vous intéresse de l'histoire  
à une disposition quelconque, il  
prendra à nous qui vous ne  
voudrez que je la fasse copier  
ou entente chez vous en adreçant  
la copie.  
Je suis resté en manœuvres*

ma et que le reste de la teneur du bordereau.

Je signale encore une particularité bien caractéristique : c'est le mot *avoir* (avant-dernière ligne du recto du bordereau), où le *v* et l'*o* ressemblent à des sigmas grecs. Nous avons retrouvé cette forme de sigma plus ou moins caractérisée pour l'*o*, dans plusieurs lettres d'Esterhazy ; mais nous avons surtout vu le même mot écrit exactement de la même façon si particulière, dans la lettre, sur papier pelure, datée de Courbevoie.

Je puis donc conclure, après cette comparaison, que l'écriture du bordereau est

une écriture courante, qui n'a pas été faite de mots rapportés, et que cette écriture est celle d'Esterhazy.

Nous avons comparé également l'écriture du bordereau avec celle de Dreyfus. Il y a, entre les deux écritures, un aspect général commun qui explique très bien comment on a pu attribuer à Dreyfus l'écriture du bordereau ; mais l'analyse des deux écritures ne peut pas laisser persister longtemps cette première impression.

Dreyfus, dans les lettres qui ressemblent le plus au bordereau, écrit dans des habitudes différentes de l'auteur du

bordereau : c'est, chez lui, une habitude constante de bien marquer ses alinéas, lorsqu'il va à la ligne ; ses habitudes de ponctuation sont aussi différentes de celle du bordereau.

On retrouve également de grandes différences lorsqu'on analyse l'écriture de Dreyfus lettre à lettre. Les *m* majuscules sont très généralement des *m* minuscules plus hauts simplement que les minuscules ; le groupe *ss* est formé, dans son écriture, soit de deux *s* courts, soit d'un *s* long précédant l'*s* court, tandis que dans le bordereau l'*s* long est le second.

J'avais relevé l'an dernier, lorsque j'ai fait une étude minutieuse de ces écritures, une foule de caractères de différenciation ; mais il y a un an à peu près que j'ai vu le bordereau, et ma mémoire ne me les fournit pas tous.

Mais ce que je puis affirmer à la Cour, c'est que l'examen auquel je me suis livré confirme, de tous points, les conclusions que j'avais tirées de l'étude du fac-similé du bordereau et d'autres pièces de comparaison : l'écriture du bordereau est une écriture naturelle et courante. Ce n'est pas l'écriture de Dreyfus, mais, au contraire, c'est tout à fait l'écriture d'Esterhazy.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : GIRY.

## Déposition de M. Belhomme

SÉANCE DU 28 JANVIER 1899

Le président. — Vous avez été, en 1897, expert dans l'affaire Esterhazy, et, de concert avec MM. Varinard et Couard, vous avez dressé, le 24 décembre, un rapport commun dont je vous lis la conclusion : « Le bordereau incriminé n'est pas l'œuvre du commandant Esterhazy. » Persistez-vous dans les conclusions de ce rapport ?

M. Belhomme. — Absolument.

Je n'ai été mêlé en rien à l'affaire Dreyfus, ni à l'affaire Picquart, mais j'ai collaboré aux deux affaires Esterhazy.

Je maintiens les conclusions des deux rapports auxquels j'ai collaboré, en faisant observer qu'à l'heure qu'il est je serais plus affirmatif en ce qui concerne la lettre du uhlans.

Les conclusions de M. Mornard sont absolument inexactes.

Nous n'avons pas dit un mot, dans notre rapport, de l'écriture de Dreyfus, dont j'ai eu pour la première fois aujourd'hui des spécimens entre les mains.

Nous n'avons pas dit que la majeure partie du bordereau fût un calque de l'écriture d'Esterhazy ; nous avons dit tout le contraire, et constaté seulement que, dans le bordereau, il y avait des mots qui paraissent avoir été calqués.

La pièce qui m'est représentée (fac-similé du bordereau joint à notre rapport) a été faite par l'un de nous, M. Varinard, en vue de ménager le plus possible le document, qui était en fort mauvais état et qui aurait péri si nous n'avions pris cette précaution. Les mots écrits en rouge sont ceux que nous avons signalés comme ayant attiré notre attention et divisés en cinq catégories.

Contrairement à ce qui a été dit dans le réquisitoire de M. le procureur général, nous n'avons eu, en aucune façon, connaissance du rapport de M. Bertillon ; nous n'avons pas connu, nous ne connaissons pas encore les rapports des autres experts, sauf les fragments qui en ont été publiés par les journaux et qui n'ont aucun caractère d'authenticité.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : BELHOMME.

## Déposition de M. Couard

SÉANCE DU 18 JANVIER 1899

Le président. — Vous avez été expert, en 1897, dans l'affaire Esterhazy. Persistez-vous dans les conclusions de votre rapport commun du 24 décembre de cette

année 1897, portant que le bordereau incriminé n'est pas l'œuvre du commandant Esterhazy ?

M. Couard. — Oui.

Je persiste formellement dans les conclusions formulées dans notre rapport. L'ensemble de l'écriture du bordereau n'est pas conforme au type que présente l'écriture du commandant Esterhazy. Il y a des différences sensibles entre l'écriture du recto et celle du verso : je crois, notamment, qu'en ce qui concerne le double *s*, il y a une imitation voulue de la forme que donne à cette double lettre le commandant Esterhazy.

Je ne prétends pas qu'au recto il y ait eu calque de l'écriture d'Esterhazy pour tous les mots, mais seulement que quatre ou cinq de ces mots, tant au recto qu'au verso, ont pu être calqués.

Nous n'avions, à ce moment, qu'à examiner l'écriture d'Esterhazy, la question qui nous était posée étant celle-ci : « Le bordereau a-t-il été écrit par le commandant Esterhazy ? »

Je ferai remarquer à la Cour que pendant toute la durée de notre expertise, je n'ai vu qu'une seule fois le commandant Esterhazy dans le cabinet du commandant Ravary, le 14 décembre, en présence du commandant Ravary, le jour où nous lui avons dicté le corps d'écriture. Ce n'est pas lui qui nous a suggéré l'idée de calque, elle s'est présentée d'elle-même à mon esprit, quand j'ai vu une similitude apparente entre certains mots qui se répètent dans le bordereau.

J'ai examiné, aujourd'hui, l'écriture de Dreyfus que je vois aujourd'hui pour la première fois. Je trouve qu'il y a, entre l'écriture Esterhazy et l'écriture Dreyfus, certaines ressemblances, mais il y a aussi de réelles différences, notamment en ce qui concerne la pente donnée aux caractères ; et je déclare que cet examen n'a pas modifié le jugement que j'ai porté dans notre rapport du 24 décembre 1897.

Les pièces que j'ai examinées en 1897 se rapportent à trois périodes : une de 1882, l'autre de 1884 (les lettres de Mme de Boulangier, je crois), une autre de 1892 ou 1894 jusqu'à 1897, je crois.

Je ferai remarquer que les pièces des deux premiers groupes étaient examinées en même temps par MM. Belhomme, Charavay et Varinard, qui étaient au même moment chargés par M. le général de Pellieux de faire une enquête spéciale, enquête à laquelle je ne prenais pas part parce que je n'avais à examiner que l'affaire du Conseil de guerre.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : COUARD.

## Déposition de M. Varinard

SÉANCE DU 18 JANVIER 1899

Le président. — Vous avez été, en 1897, expert dans l'affaire Esterhazy, de concert avec MM. Belhomme et Couard ; tous trois, vous avez déposé, à la date du 24 décembre de cette année 1897, un rapport commun concluant que le bordereau incriminé n'était pas l'œuvre du commandant Esterhazy.

Persistez-vous dans cette conclusion ?

M. Varinard. — Oui, monsieur le président.

Je m'en réfère complètement aux conclusions de notre rapport et l'examen que j'ai fait aujourd'hui des pièces que vous avez mises à notre disposition n'a en rien modifié ma conviction.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : VARINARD.

## Déposition de M. Paul Meyer

Directeur de l'Ecole des chartes

SÉANCE DU 2 FÉVRIER 1899

Le président. — Voudriez-vous nous dire le résultat de l'examen auquel vous venez de vous livrer ?

M. Paul Meyer. — L'examen de l'original du bordereau a confirmé l'opinion

Spécimen de l'écriture du commandant Esterhazy, visée par les dépositions des Experts

*Mon cher ami,  
Je vous envoie, par mon cher  
ami, ce que j'ai pu vous en  
faire. La lettre est un peu  
fatiguée, mais elle est  
bonne. Je vous envoie aussi  
une petite copie de la  
lettre de Dreyfus, mais elle est  
un peu fatiguée, mais elle est  
bonne. Je vous envoie aussi  
une petite copie de la  
lettre de Dreyfus, mais elle est  
un peu fatiguée, mais elle est  
bonne.*

*Mon cher ami,  
Je vous envoie, par mon cher  
ami, ce que j'ai pu vous en  
faire. La lettre est un peu  
fatiguée, mais elle est  
bonne. Je vous envoie aussi  
une petite copie de la  
lettre de Dreyfus, mais elle est  
un peu fatiguée, mais elle est  
bonne. Je vous envoie aussi  
une petite copie de la  
lettre de Dreyfus, mais elle est  
un peu fatiguée, mais elle est  
bonne.*

*Mon cher ami,  
Je vous envoie, par mon cher  
ami, ce que j'ai pu vous en  
faire. La lettre est un peu  
fatiguée, mais elle est  
bonne. Je vous envoie aussi  
une petite copie de la  
lettre de Dreyfus, mais elle est  
un peu fatiguée, mais elle est  
bonne. Je vous envoie aussi  
une petite copie de la  
lettre de Dreyfus, mais elle est  
un peu fatiguée, mais elle est  
bonne.*

que je m'étais formée d'après l'examen du fac-similé.

Cette opinion, c'est que le document en question est de l'écriture du commandant Esterhazy.

De plus, cet examen me permet, pour la première fois, d'affirmer ce que je n'avais pas encore pu affirmer, à savoir que ce document est non seulement de l'écriture, mais de la main du commandant Esterhazy.

J'avais, en effet, établi une réserve au sujet de la main qui avait écrit ce document, lorsque je témoignai en Cour d'assises.

Il n'est, en effet, pas impossible, a priori, d'admettre qu'une certaine main puisse imiter l'écriture d'autrui. Pour vérifier si une écriture est naturelle ou contrefaite, il faut examiner de près l'original même. Sur l'original, en effet, on peut voir, en cas d'imitation, des traces de reprises. Chacun sait qu'on ne peut pas imiter une écriture à main courante; or, ces traces de reprises ne peuvent guère être saisies sur un fac-similé un peu grossier.

J'étais à peu près certain, pour des motifs d'ordre historique, résultant de raisonnements, que le bordereau était de la main d'Esterhazy.

J'en suis maintenant tout à fait certain, à la suite d'un examen, fait à la loupe, de l'original qui est écrit d'une main courante, sans reprises, ce qui est d'autant plus notable que la nature du papier employé ne s'y prête pas absolument.

J'ai pu constater, en même temps, que les fac-similés divers, dont on s'est servi — et qui tous dérivent du fac-similé publié par le journal *le Matin* en novembre 1898 — sont valables, sont honnêtement faits. Il n'y a que les altérations, faciles à prévoir, que doit produire un tirage répété sur les clichés en relief qui, à la longue, s'émoussent.

Si j'en fais la remarque ici, c'est parce que, lors des dépositions qui ont eu lieu sur ce sujet, au procès Zola, on a dit : « Votre examen manque de base ; ce fac-similé est inexact ; c'est une espèce de faux. Il ne ressemble point à l'original. »

Je n'ai pu, malgré mon insistance, obtenir que l'on me dit, avec détail et avec précision, en quoi consistaient les inexactitudes de ces fac-similés ; on s'est refusé à communiquer soit l'original, soit des photographies ; je me suis demandé pourquoi on nous avait ainsi opposé, en quelque sorte, la question préalable ; il n'y avait à cela aucune raison, si, comme je le crois, l'hypothèse soutenue au procès Esterhazy était que le bordereau représentait, à tout le moins, une imitation de l'écriture d'Esterhazy.

Dans cette hypothèse, l'original devait ressembler à l'écriture d'Esterhazy, puis que l'auteur de cet original imitait cette écriture même ; par suite, le fac-similé devait ressembler forcément à l'écriture d'Esterhazy.

On ne voit donc pas pourquoi on niait l'exactitude du fac-similé.

Je ne vois qu'une explication : c'est que l'hypothèse d'après laquelle le bordereau aurait été écrit par Dreyfus, imitant l'écriture d'Esterhazy, est difficile à soutenir publiquement. Pour éviter une discussion embarrassante, on a préféré opposer la question préalable, en niant toute autorité à un examen fait sur des fac-similés.

J'ai fait cet examen sur l'original, et il a fourni un appui définitif à l'opinion que bien d'autres et moi nous avons exprimée.

J'indiquerai quelques-unes des différences entre l'écriture de Dreyfus et celle d'Esterhazy. Chez Dreyfus, le *j* et le *p* dépassent notablement la ligne, ce qui n'a pas lieu chez Esterhazy.

Dans l'écriture de ce dernier, les lettres qui ont une haste (celles qui descendent au-dessous de la ligne) ne s'élèvent jamais au-dessus de la ligne. Chez Dreyfus, le *t* a une bonne barre qui se dirige légèrement en biais vers le haut, ce qui n'est pas le cas d'Esterhazy.

Dreyfus emploie parfois l's long, accompagné d'un s plus court ; mais il place l's long en premier et l's court en second. Esterhazy, au contraire, place l's court en premier et l's long en second. Dreyfus ferme le *g* par le haut ; le *g* est, au contraire, plutôt ouvert chez Esterhazy.

Dreyfus a l'habitude de boucler l'*f*, au moins par la base ; Esterhazy fait son *f* comme une simple barre, sans boucles. Dreyfus, selon l'usage ordinaire, marque l'alinéa en rentrant la première ligne de chaque nouveau paragraphe ; Esterhazy ne marque pas l'alinéa ; quand il commence à la ligne un nouveau paragraphe, la première ligne de ce paragraphe est de niveau avec les autres.

Sur interpellation :  
Je déclare que le papier du bordereau et le papier de deux lettres d'Esterhazy (l'une du 17 août 1894 et l'autre du 17 avril 1892) m'ont semblé identiques, mais que n'ayant aucune compétence en ce qui concerne la fabrication du papier, je ne voudrais, en justice, présenter aucune affirmation à cet égard.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : MEYER.

## Déposition de M. Molinier

Professeur à l'Ecole des chartes

SÉANCE DU 2 FÉVRIER 1899

Le président. — Vous êtes appelé devant la Cour à l'occasion d'un incident qui se serait produit dans les couloirs du Palais de justice, au cours du procès Zola. On prête au commandant Esterhazy une déclaration d'après laquelle il se serait reconnu l'auteur du bordereau imputé à Dreyfus ?

M. Molinier. — En effet, j'ai entendu deux propos qui devaient avoir pour moi d'autant plus d'importance que la situation d'Esterhazy dans les deux premières journées m'avait particulièrement intéressée.

Le premier jour, dans la salle des Pas-Perdus, tous les officiers sans exception semblaient le fuir, et il se promenait seul avec des amis civils.

Dans la deuxième journée, au contraire, il est venu encadré de deux officiers ; avant l'audience, d'autres officiers ont causé avec lui, l'ont admis près d'eux. Pendant la suspension d'audience, au contraire, il s'est retrouvé seul et a semblé fort irrité.

Le troisième jour (je le crois), son abandon par tout le monde, son irritation encore plus vive.

Pendant la suspension d'audience, il s'éleva dans la galerie Marchande, où des amis civils allaient au-devant de lui, semblant lui dire de se calmer ; ces personnes étaient au nombre de quatre ou cinq.

Passant tout près du groupe, j'entendis fort distinctement, d'abord cette phrase :  
« Ils m'embêtent, à la fin, avec leur bordereau ! Eh bien ! oui, je l'ai écrit ; mais ce n'est pas moi qui l'ai fait ; je l'ai fait par ordre. »

J'allais et venais dans la galerie Mar-

mer qu'en mon âme et conscience le bordereau est de la main d'Esterhazy.

Je ne ferai pas à la Cour le détail des opérations par lesquelles je suis passé ; ce serait abuser de ses instances.

Je me permettrai seulement d'indiquer les deux traits principaux qui caractérisent l'écriture d'Esterhazy, qui se retrouvent dans le bordereau et qui n'existent pas dans l'écriture de Dreyfus.

Le premier est la forme de l'M capitale : Dans les mots *Monsieur* à la 3<sup>e</sup> ligne et *Madagascar* à la ligne 12. Comparez la forme de cette lettre avec la lettre correspondante de la dictée faite au capitaine Dreyfus, en octobre 1894 et vous verrez que les deux formes sont dissemblables.

L'autre caractère, beaucoup plus important, est relatif au double s. Dreyfus écrit tantôt double s avec deux s bas, tantôt avec un s long et un s bas. Esterhazy, au contraire, comme l'auteur du bordereau, écrit toujours les deux s avec un s bas et un s long. Je tiens beaucoup à ce caractère, parce qu'il indique chez l'auteur du bordereau et chez Esterhazy les mêmes habitudes physiologiques de main.

Pour ma part, quand j'emploie le double s je mets, comme Dreyfus, d'abord l's long ; et si je voulais renverser l'ordre des termes, ma main aurait une hésitation dont l'écriture porterait la trace.

Or, rien de semblable dans le bordereau ; en effet, quoi qu'on en ait dit, et pour des raisons que j'invoquerai tout à l'heure, le bordereau a été écrit, à mon sens, par ainsi dire *currente calamo*.

J'ai eu beau examiner dix fois le fac-similé, puis l'original, il m'a été impossible d'y trouver trace de maquillage ; les mots signalés par différentes personnes comme calqués sur l'écriture d'Esterhazy par Dreyfus, me paraissent absolument de la même main que le corps du texte.

Bien plus, cette hypothèse du décalque me paraît en elle-même absurde : en effet, le bordereau, écrit par X, est une pièce anonyme que le correspondant de X doit reconnaître à l'écriture.

Or, si X a falsifié son écriture, le correspondant ne saura pas reconnaître d'où vient cette pièce.

En second lieu, supposons, comme on l'a fait en janvier 1898, que Dreyfus aurait pris quelques mots dans l'écriture d'Esterhazy, qu'il se serait, par suite, imposé ce travail considérable, me paraît une hypothèse peu explicable. Dreyfus aurait voulu déguiser son écriture pour le cas où la pièce serait saisie ; mais alors pourquoi n'a-t-il pas dénoté, au procès de 1894, la personne dont il démarquait ainsi la main ?

Je crains fort que la plupart des experts, en matière d'espionnage, ne soient enclins à voir partout un mystère, et à faire un peu comme les agents de police secrète, qui supposent chez les autres toutes sortes d'habitudes de dissimulation.

Je comprends parfaitement qu'en 1894 certains experts aient pu attribuer le bordereau au capitaine Dreyfus ; entre l'écriture de celui-ci et celle du bordereau, il y a des ressemblances qui existent toujours entre des écritures d'hommes du même temps et du même pays.

Mais cette explication, aujourd'hui, me paraît absolument impossible ; entre l'écriture du bordereau et celle d'Esterhazy il n'existe, à mon sens, aucune différence, tandis que, entre l'écriture de Dreyfus et celle du bordereau, il existe, à mon sens, des différences essentielles ; je crois, en un mot, que le bordereau est de la main du commandant Esterhazy, qu'il ne porte aucune trace de maquillage, que, par suite, il faut en retirer la paternité au capitaine Dreyfus.

Je ne puis pas entrer dans des détails ; mais je puis citer le mot *manœuvres* (ligne 22 du bordereau) qu'on a prétendu maquillé et qui se retrouve exactement semblable en tête d'une lettre du commandant Esterhazy du 29 août 1891. J'ai cru remarquer qu'il y avait eu modification dans l'écriture du commandant Esterhazy depuis 1894, sans cependant que je puisse préciser cette date.

J'ai comparé attentivement le bordereau et l'épreuve d'écriture demandée au capitaine Dreyfus, visée par les experts, et jointe au procès-verbal du 20 octobre 1894. Je crois que cette comparaison des deux pièces, écrites dans les mêmes conditions, renfermant les mêmes mots essentiels, suffirait pour prouver que le capitaine Dreyfus n'a pu écrire matériellement le bordereau.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : MOLINIER.

## Déposition de M. Chincholle

SÉANCE DU 17 DÉCEMBRE 1898

Le président. — Vous êtes appelé devant la Cour à l'occasion d'un incident qui se serait produit dans les couloirs du Palais de justice, au cours du procès Zola. On prête au commandant Esterhazy une déclaration d'après laquelle il se serait reconnu l'auteur du bordereau imputé à Dreyfus ?

M. Chincholle. — En effet, j'ai entendu deux propos qui devaient avoir pour moi d'autant plus d'importance que la situation d'Esterhazy dans les deux premières journées m'avait particulièrement intéressée.

Le premier jour, dans la salle des Pas-Perdus, tous les officiers sans exception semblaient le fuir, et il se promenait seul avec des amis civils.

Dans la deuxième journée, au contraire, il est venu encadré de deux officiers ; avant l'audience, d'autres officiers ont causé avec lui, l'ont admis près d'eux. Pendant la suspension d'audience, au contraire, il s'est retrouvé seul et a semblé fort irrité.

Le troisième jour (je le crois), son abandon par tout le monde, son irritation encore plus vive.

Pendant la suspension d'audience, il s'éleva dans la galerie Marchande, où des amis civils allaient au-devant de lui, semblant lui dire de se calmer ; ces personnes étaient au nombre de quatre ou cinq.

Passant tout près du groupe, j'entendis fort distinctement, d'abord cette phrase :  
« Ils m'embêtent, à la fin, avec leur bordereau ! Eh bien ! oui, je l'ai écrit ; mais ce n'est pas moi qui l'ai fait ; je l'ai fait par ordre. »

J'allais et venais dans la galerie Mar-

chande ; quelques minutes après, je l'entendis prononcer les propos suivants :

« On connaît la ladrière de Billot. S'il m'a donné quatre-vingt mille francs en une année, cela a bien été pour faire quelque chose. »

Le président. — Pouvez-vous me donner les noms des témoins qui auraient assisté à cette scène et qui auraient entendu le propos ?

M. Chincholle. — Il est venu un si grand nombre de journalistes et de personnes diverses au Palais pendant le procès Zola, qu'il m'est difficile de me rappeler ceux qui étaient là au moment où les propos ont été tenus. Je ne pourrais les citer qu'au hasard et j'aurais trop peur d'être démenti.

En ce qui concerne ma mémoire, ce qui me permet de la croire certaine, c'est qu'un journaliste du Havre a écrit dans son journal que, dans le courant de juillet, causant avec un de ses amis sur la terrasse de Torton, j'ai tenu des propos absolument semblables ; allant presque tous les jours à l'Hôtel de Ville, j'ai dû nécessairement parler également de cet incident.

Sur la demande d'un conseiller :

M. Chincholle. — S'il y a à tenir compte des propos que je viens de répéter, il faut tenir compte aussi de l'état tout particulièrement surexcité dans lequel, pendant tout le procès, m'a paru être Esterhazy. On racontait qu'il avait alors de grands soucis d'argent et qu'il lui avait été d'avoir à chercher, le matin, avant de venir à l'audience, de quoi vivre dans la journée.

Je me rappelle qu'un jour, venant en voiture au Palais, je me suis fait arrêter devant la Samaritaine pour examiner le visage d'Esterhazy, qui venait seul, à pied, du côté du Louvre ; il avait l'air si sombre, si tourmenté, les muscles de son visage jouant, qu'il avait plutôt l'air de penser à se jeter à la Seine que de venir au Palais.

Demande posée par un conseiller. — Le bordereau a été fabriqué en 1894, et vous nous avez rapporté le propos tenu par Esterhazy et duquel il résulterait qu'il aurait reçu du général Billot une somme de 80,000 francs, et qu'il aurait ajouté : « S'il m'a donné 80,000 francs en un an, c'était bien pour faire quelque chose. » Le général Billot n'était pas ministre en 1894. Quelle relation peut-il y avoir, suivant vous, entre cette remise prétendue d'une somme de 80,000 francs par le général Billot et la confection du bordereau ?

M. Chincholle. — J'ai dit tout à l'heure que dix minutes environ s'étaient écoulées entre le premier propos et le deuxième. J'ignore les paroles qui ont été dites entre ces deux propos et le lien qui peut les rattacher. Si j'ai le droit de ne parler que de ce que je suppose, Esterhazy continuait sans doute à rendre, en 1897, les services qu'il rendait en 1894, d'où le lien tout trouvé.

Demande d'un conseiller. — Sur quoi le témoin se fonde-t-il pour dire qu'Esterhazy continuait à rendre, en 1897, les services qu'il rendait en 1894 ? A qui rendait-il ces services en 1894 ? A qui en 1897 ?

M. Chincholle. — Uniquement sur l'ensemble des documents publiés et des conversations générales. Il me paraît qu'aujourd'hui on peut dire, sans calomnier Esterhazy, qu'il a rendu depuis longtemps des services de police militaire.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : CHINCHOLLE.

\*\*\*

Dans sa déposition, le colonel Risbourg a raconté qu'ayant interrogé le capitaine Lebrun-Renaud sur la visite qu'il avait faite à l'Élysée le 6 janvier 1895, celui-ci lui répondit :

« J'ai attendu un certain temps dans le cabinet de M. Lafargue, et pendant que j'y étais, un monsieur que je ne connais pas, mais qu'on m'a dit être M. Grumbach, racontait, de façon à ce que je puisse l'entendre, que je n'avais rien entendu, qu'on ne m'avait rien dit, que je mentais. »

M. Grumbach, chef de bureau au ministère de l'Intérieur, nous prie de déclarer que ces propos n'ont jamais été tenus par lui et qu'il est complètement étranger à cet incident.

## Une lettre du général de Boisdeffre

A la suite de la déposition du colonel Picquart, M. Possien, pour protester contre un passage de cette déposition qui le concernait en même temps que le général de Boisdeffre, a écrit à l'ancien chef d'état-major général de l'armée.

Le général de Boisdeffre a répondu à M. Possien la lettre suivante :

20 avril 1899.

Monsieur,  
Je reçois aujourd'hui seulement la lettre que vous m'avez adressée, au sujet d'un passage de la déposition de M. le lieutenant-colonel en réforme Picquart publiée par le *Figaro*.

Bien que je me sois fait une règle de garder le silence vis-à-vis des allégations erronées qui se produisent, je ne crois pas pouvoir refuser de répondre à la demande que vous m'adressez pour un fait qui vous concerne personnellement.

Je n'ai donné aucun ordre de faire acheter, par l'intermédiaire de Temps ou d'un agent sous mes ordres, un article de journal que vous auriez écrit en faveur de Dreyfus. Les souvenirs de M. le lieutenant-colonel en réforme Picquart l'ont certainement trompé.

Veillez agréer, monsieur, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

Général de BOISDEFFRE.

## LA JOURNÉE

Samedi 22 avril

Sports : Courses à Neuilly-Levallois (2 h.). Assaut d'escrime du Cercle des étudiants (9 h. du soir, 4, rue des Carmes).

Première : Au théâtre de la République, le *Petit Jacques*.

A l'Académie des beaux-arts : Lecture de la notice de M. Moyaux sur Charles Garnier.

Dans les églises : Obsèques de M. Edouard Pailleron (10 h. 1/2, Saint-Augustin). — Mariage de M. Louis Vienne avec Mlle Arlette Taskin (Saint-Sulpice).

Réunions : Bal de Saint-Cyr (Continental).

Dîner des Artistes russes à Paris (passage des Princes). — Fête de l'Association des sourds-muets (49, rue de Bretagne). — As-

semblée générale des secrétaires et employés des mairies de la Seine (8 h. 1/2 du soir, mairie Baudoyer).

Une vente sinistre : Rasoires appartenant à Vacher, le tueur de bergers (2 h., au Tribunal de Belley, dans l'ain).

## PAIN GRILLÉ JACQUET, 32, rue Richelieu

CONTRE LES MALADIES D'ESTOMAC ET L'OBESITÉ

## Le Monde et la Ville

SALONS

— L'ambassadeur des Etats-Unis et Mme Porter ont donné, avant-hier, à leur hôtel de la rue de Villejust, un grand dîner. Au nombre des convives :

Le ministre du Danemark et Mme Hegermann-Lindencrone, M. et Mme J. Pierpont-Morgan, le général et Mme Bates, le comte et la comtesse Raben, M. et Mme Munro, M. et Mme Dodd, M. et Mme Howard, M. et Mme Watts, etc.

Ce dîner a été suivi d'un petit concert intime où l'on a applaudi d'enthousiasme Mlle Léonora Jackson, la jeune violoniste américaine.

— Matinée littéraire, mercredi dernier, chez la duchesse d'Avary. Au programme : des poèmes inédits et une pastorale de la maîtresse d'aujour, interprétés par Mme Daria, Arsel, Arnault et M. Henry Rossi, en costume vendéen. Grand succès pour l'auteur et ses interprètes. Au nombre des invités :

Duchesse de Montemar, marquise de Montpey, marquise de Vibray, duchesse de La Mothe-Houdancourt, marquise de Marci, comte de Castelnau, comte de Rougé, baron Séguier, comte de Courcy, comtesse de Sinety, baron de Mesnard, marquis de Montmarin, etc.

— Avant-dernière soirée, jeudi dernier, chez Mme Allouard-Jouan. Au programme : des danses anciennes — une gavotte et une pavana, charmants pastels musicaux du compositeur Gaston Lemaire, réglés par Mlle Duval — ont été dansées en costumes du temps par un groupe de jeunes filles du monde et chantées par la brillante cantatrice Mlle Joly de Lamare. Succès enthousiaste. L'auteur accompagnait au piano ses charmantes interprètes.

— La baronne de Koenigritz, restera chez elle tous les lundis, de 4 à 7, à partir du 24 avril, dans son nouvel appartement, 199, faubourg Saint-Honoré.

## RENSEIGNEMENTS MONDAINS

— De plus en plus suivies les matinées de M. Berny, à la salle des Mathurins où, mardi dernier, une foule nombreuse et élégante était venue pour une audition d'œuvres de Mme Ferrari. Au programme :

Berceuse et Menuet de la Cour, pour violoncelle ; M. Choinet ; — Larmes en sonnet, le *Lazarz*, *Stances*, *S'aimer*, *Orientale* et *Ballade* (basse) ; M. Chanoine Davranche ; — *Une étoile*, *Aubade* et *Souffle du poète* (basse) ; Mlle Lina Pacary ; — *Chanson d'été*, *Une fiancée* ; M. Hardy-Thé ; — *Badinage*, pour violon ; M. J. White ; — *Le Berger de Blandy* et *Tarentelle* ; Mlle Jeanne Durand ; — *Sous bois* ; M. Fedorow ; — *Petites pièces caractéristiques*, pour piano ; Mme G. Ferrari.

Succès énorme pour tous ces admirables interprètes et pour l'auteur qui les avait accompagnés au piano.

## MARIAGES

— Hier a été célébré, en la chapelle du château, à Vincennes, le mariage religieux de M. Louis Pichat, sous-lieutenant au 3<sup>e</sup> chasseurs, avec Mlle Suzanne Lacombe.

La mariée est la belle-sœur du colonel Menier, qui fut sous-chef du cabinet, rue Saint-Dominique, pendant les ministères de M. Carnegne et du général Billot. Il commande aujourd'hui le 13<sup>e</sup> régiment d'artillerie, à Vincennes.

M. Louis Pichat est le fils de M. Pichat, directeur au Crédit lyonnais, des agences départementales.

Les témoins de Mlle Lacombe étaient : le docteur Frantz Glénard, membre correspondant de l'Académie de médecine, son cousin, et M. Gustave Vourlaud, grand industriel lyonnais. Les témoins du fiancé : M. Chabot, et son frère M. Georges Pichat, auditeur au Conseil d'Etat.

Après la cérémonie religieuse, réception et lunch chez Mme Menier, dans sa jolie villa de l'avenue de la Dame-Blanche.

— A Notre-Dame de Versailles a été béni, avant-hier, le mariage du capitaine Freystetter avec Mlle Lessaragne. Les témoins étaient, pour le marié : le général Deloye et M. Charles Comte ; pour la mariée : MM. Manuel et Marcoux.

## DEUIL

— Nous apprenons la mort : — De M. Ferron, ancien directeur des contributions indirectes du département des Basses-Pyrénées, décédé à Paris à l'âge de 78 ans ; — Du R. P. Sorre, missionnaire rédempteuriste et peintre distingué, décédé au Juvénat d'Houdemont ; — De M. Giorgi, lieutenant d'infanterie de marine, décédé à Madagascar, à l'âge de 29 ans ; — De Mme veuve Binard, née Leleux, décédée à l'âge de 76 ans, en son appartement, 13, rue de Valenciennes, à Paris.

seront célébrés à Paris, à midi, à Saint-Vincent-de-Paul ; — Du docteur Longy, maire d'Eygurande, conseiller général de la Corrèze ; — De M. Kiepert, le géographe bien connu, professeur à l'Université de Berlin, décédé en cette ville à l'âge de 81 ans ; — De Mme Emme des Septfonds, veuve de l'inspecteur général des ponts et chaussées, décédée à Paris à l'âge de 75 ans.

— Nous apprenons la mort de M. Schaeffer, ancien maire d'Aubervilliers, ancien membre du Tribunal de commerce de la Seine, décédé à Paris le 19 avril courant, à l'âge de 65 ans. Les obsèques auront lieu après-demain lundi 24 avril, en l'église de Deuil (Seine-et-Oise), à dix heures et demie très précises du matin.

Se réunira à l'église.

Départ de Paris, gare du Nord, train de 9 h. 30 ou 10 heures pour Enghien, où des voitures attendront les invités.

On est prié de n'apporter ni fleurs ni couronnes.

Il ne sera pas fait d'autre invitation, ni envoyé de lettres de faire part.

— On nous annonce également la mort de M. Grimaud, fabricant de cartes à jouer, ancien membre du Conseil municipal de Paris, et du Conseil général de la Seine, administrateur de la Caisse d'épargne du dixième arrondissement, chevalier de la Légion d'honneur, décédé le 21 avril 1899, en son domicile, rue de Londres, 46, à l'âge de 82 ans.

Les obsèques auront lieu après-demain lundi 24 avril, à midi, en l'église Saint-Denis d'Antheny. Les personnes qui n'auraient pas reçu de lettres sont priées de considérer le présent avis comme une invitation.

Ferrari.

## A l'Etranger

NOUVELLES

ALLEMAGNE

Berlin, 21 avril. — Les journaux annoncent que le sergent-major Albrecht, du 129<sup>e</sup> régiment, arrêté hier sous la prévention de haute trahison, s'est échappé pendant son transfert à la citadelle de Spandau.

ITALIE

LE VOYAGE DES SOUVERAINS

Sassari, 21 avril. — Les souverains sont partis, ce matin, au milieu des acclamations populaires, accompagnés du général Pelloux et M. Lacaze. Ils se rendent à Ozieri, Tempio et au golfe d'Aranci.

En arrivant à Ozieri, ils ont été rencontrés par une magnifique troupe de cavaliers envoyés à leur rencontre. Les autorités et l'évêque leur ont rendu hommage ; la population les a acclamés chaleureusement.

A Tempio, les souverains ont été reçus par les autorités, par l'évêque, par les associations précédées de drapeaux et par les étudiants avec leur musique. Partout, ils n'ont cessé d'être acclamés. Ils ont reçu à l'Hôtel de Ville les autorités locales et celles de l'arrondissement. La population a réclamé la présence du Roi et de la Reine au balcon, où ils ont remercié. Enfin, ils se sont rendus à la cathédrale où ils ont été reçus par l'évêque.

A 5 heures, les souverains sont partis pour le golfe d'Aranci.

LE SUCCESSION DE MGR CLARI

Rome, 21 avril. — Je crois savoir que Léon XIII, cédant à des sollicitations nombreuses, a décidé de nommer prochainement le successeur de Mgr Clari à la nunciature de Paris.

Le candidat sur lequel semble s'être arrêté le choix du Saint Père est Mgr Rinaldini, actuellement nonce à Bruxelles. Mgr Rinaldini a fait sa carrière en Belgique, où il a été secrétaire de la nunciature avant d'être nonce. Cette nomination se rattacherait à un mouvement dans le personnel des nunciatures, et obligerait le Pape à tenir un Consistoire à la fin du mois de mai, pour donner le chapeau de cardinal à Mgr Francisca Nava, actuellement nonce à Madrid, qui doit rentrer en Italie pour prendre la direction du diocèse de Catane. — FÉLIX II.

## APRÈS LA VISITE DE CAGLIARI</

porta immédiatement dans une voiture d'ambulances à l'hôpital Laennec. Bien que ne se souvenant qu'avec beaucoup de peine, Martin refusa de monter en voiture pour se rendre chez lui.

Occupé plutôt, dit-il à ceux qui s'empresaient autour de lui, de dégrader ce pauvre Boum.

MM. Blanc, préfet de police; Touny, directeur de la police municipale; Laurent, Prjaler, arrivèrent pendant qu'on retirait de dessous un amas de plâtres et de poutrelles le cadavre du brocanteur, dont la tête avait été absolument broyée. Des flots de sang s'échappaient également de sa poitrine ouverte par un morceau de fer. A huit heures, le cadavre était transporté au domicile du défunt.

M. Lemerrier, juge commis par le Parquet, a procédé, assisté d'un substitut du procureur de la République, de M. Banel, architecte de la Préfecture, et de M. Pélandy, commissaire de police du quartier, aux premières constatations.

Il résulte, jusqu'à plus ample informé, que les travaux de terrassement ont été maladroitemment conduits. On avait pratiqué des fouilles d'une profondeur de 3 mètres 50 au niveau des poutres en fer qui soutenaient les bases du bâtiment. Par suite de l'effritement des terres, ces poutres se sont effondrées, entraînant la construction.

MM. Lucipia, président du Conseil municipal; Thuillier, président du Conseil général; un représentant du préfet de la Seine; Bassinet, sénateur, sont venus s'informer de la situation des familles du défunt et des blessés.

#### LE CRIME DE CHOISY-LE-ROI

L'autopsie de la jeune Louise Martin a été pratiquée, hier, à la Morgue par M. le docteur Thoinot, en présence de M. le juge Lemerrier. Il a été établi que la malheureuse a été l'objet d'odieux outrages et qu'elle a été jetée dans la Seine alors qu'elle était encore vivante. Ses obsèques auront lieu demain, dans l'après-midi.

#### ÉTRANGE SUICIDE

Un drame sur lequel plane encore un certain mystère vient de se passer à Asnières. Mercredi soir, à dix heures, un monsieur d'environ quarante-cinq ans, accompagné d'une jeune fille de ans quinquaines, arrivait à la maison meublée Rispal, rue de la Station, et demandait une chambre.

Judi matin, le monsieur et la jeune fille sortirent et firent une assez longue promenade sur les bords de la Seine. Quand ils rentrèrent, la jeune fille avait sous son bras un gros paquet enveloppé dans un journal. Ils demandèrent pour qu'on leur montrât un cabinet où ils pourraient se reposer. On leur indiqua une chambre.

Le soir, on ne les vit pas descendre. Hier matin non plus.

Hier à midi, M. Rispal, s'inquiétant, monta à la chambre et frappa. On ne lui répondit pas. Il voulut ouvrir. La porte était fermée en dedans.

Il alla alors avertir M. Kien, commissaire de police. Le magistrat, pour aller plus vite, passa par une fenêtre.

Il trouva les deux locataires étendus sur le lit, morts. Un réchaud achevait de brûler au milieu de la chambre.

Sur la table, un long « journal » dans lequel ils donnaient leur état-civil — c'était l'« Oncle et la Niece » — et les motifs de leur suicide. Suivaient une lettre invective. Dans la vulgaire achetée chez leur hôtel, ils avaient mêlé de l'infusion de pavot. Ils s'étaient allumés le réchaud. Ils devaient leurs sensations, leurs souffrances. A un moment donné, alors que l'oncle avait déjà perdu connaissance, la niece, plus forte, s'était levée pour remettre du charbon sur le réchaud.

La famille a été prévenue. Hier soir, la femme de l'oncle et le père de la niece sont venus les reconnaître. Inutile de décrire la scène qui s'est passée.

Nous avons raconté, ces jours derniers, dans quelles circonstances Mme Lendousseur s'était vengée de son mari qui venait d'obtenir contre elle un jugement de divorce. Elle l'avait attendu, rue des Batignolles, et avait tiré sur lui plusieurs coups de revolver.

M. Lendousseur, qui avait été transporté à l'hôpital Beaujon, a succombé, hier matin, aux suites de ses blessures.

Le corps a été envoyé à la Morgue, dans l'après-midi, aux fins d'autopsie.

Jean de Paris.

#### AVIS DIVERS

**LA DELVOLINE** LOTION ANTISEPTIQUE arête et prévient la chute des Cheveux.

LA DELVOLINE est à la *Chévreulle* ce que l'eau dentifrice est à la *Bouche*.

Phie DELVOLINE, 53, rue de Prony. (Le flacon PHARMACIE NORMALE, 19, r. Drouot, 5 fr.)

**LANGHAM** HOTEL, rue Baccarat, au 4<sup>e</sup> étage. L'Alma, Ch.-Elysées, 1<sup>er</sup> ord.

**LES YEUX TERRES**, fatigués, deviennent vifs et brillants avec le **SOURCILUM** qui allonge, épaissit, brunit cils et sourcils.

**LIQUEUR NORMALE** aux trois ferments (Pepsine, Diastase et Pancreatine). — PHARMACIE NORMALE, 17-19, rue Drouot, et 15-17, rue de Provence.

**MAIGRISSEZ** vos traits, supprimez vos rides avec la *Véritable Eau de Ninon*, mais exigez le mot « véritable » avec l'adresse de la *Parfumerie Ninon*, 31, rue du 4-Septembre.

**Gazette des Tribunaux**

1<sup>re</sup> CHAMBRE DE LA COUR : La succession de M. Henry Say (suite des débats).

Les débats concernant la succession de M. Henry Say ont continué, hier, devant la 1<sup>re</sup> Chambre de la Cour d'appel.

M. Ployer, avocat de la veuve de M. Henry Say, a terminé, devant un nombreux auditoire, le développement des motifs pour lesquels, aux yeux de sa cliente, Mme de Trédern ne saurait être recevable dans ses revendications.

L'honorable bâtonnier s'est efforcé de démontrer, tout d'abord, que dans aucune hypothèse Mme de Trédern ne saurait prétendre à recueillir une part quelconque de la succession de son frère.

En fait, ajoute M. Ployer, la nomination d'un administrateur provisoire ne me semble avoir aucune raison d'être.

Par quoi est représentée, en effet, la presque totalité de l'actif successoral ? Par les droits de M. Say dans l'ancienne Société Henry Say et Co.

Or, ces droits ne seront liquidés et réalisés qu'au mois de juillet de l'année 1901. Quel besoin y a-t-il, dans l'occurrence, de nommer un administrateur ? On va me répondre qu'il existe d'autres valeurs. J'entends bien ! Mais elles ne constituent qu'un vingtième de l'actif. Pour les administrer, l'exécuteur testamentaire ne présente-t-il pas les garanties désirables ? Une réponse affirmative s'impose, aux yeux de tous les esprits impartiaux.

M. Guérin, qui représente M. Crosnier, l'exécuteur testamentaire désigné

par M. Henry Say, renchérit encore sur les conclusions de M. Ployer.

Aucun texte dans la jurisprudence, dit-il, n'autorise le juge des référés à déposer un exécuteur testamentaire des pouvoirs qui lui appartiennent, pour le substituer à un administrateur provisoire étranger.

Au cours de la plaidoirie, M. Guérin appelle Mme de Trédern à l'exhérédée récalcitraire. Le mot a été discrètement souligné par des sourires.

M. Ployer prend ensuite la parole au nom de M. le duc de Brissac, fils aîné de Mme de Trédern — et c'est pour appuyer, de toute son éloquence, les théories émises à la barre par les avocats de Mme Henry Say.

Le défunt eut pour M. le duc de Brissac une affection très vive dont il lui donna maints témoignages, dit M. Poincaré. Aussi, malgré tout son respect filial, mon client tient à déclarer hautement qu'il déplore le procès intenté par sa mère.

L'éminent avocat ajoute :

En aucun cas, Mme de Trédern ne peut hériter de M. Henry Say. Ceci a été, messieurs, suffisamment établi par mes confrères.

Dans la circonstance, la confection d'un inventaire français après l'inventaire dressé à la requête de l'autorité suisse, n'est-elle pas une superfluité inutile ? Et dites-moi si la nomination d'un administrateur provisoire, sans utilité pratique, peut avoir d'autre résultat que celui de grever la succession d'énormes frais ?

Le prince et la princesse Amédée de Broglie partagent l'avis du duc de Brissac, et ils ont chargé M. Waldeck-Rousseau de déclarer, en leur nom, qu'ils refusent de se solidariser avec Mme de Trédern.

— Le prince et la princesse de Broglie, dit M. Waldeck-Rousseau, ont des traditions de droiture et d'honneur auxquelles ils ont l'orgueil de rester fidèles, et ces traditions leur commandent de protéger la mémoire de M. Henry Say et aussi les droits de sa veuve, qui, par son désintéressement, par sa dignité et par son dévouement, a conquis leur estime et leur affection.

M. Waldeck-Rousseau conclut à l'infirmité de l'ordonnance de référé.

Nous entendrons, vendredi prochain, M. du Buit, avocat des enfants mineurs de M. Henry Say; M. Carpentier, qui défend les intérêts de Mme de Trédern, et M. l'avocat-général Jambou dans ses conclusions.

Ce sont là de belles joutes oratoires.

George Grippion.

**LE MONDE RELIGIEUX**

LE CENTENAIRE DE RACINE A SAINT-ETIENNE DU MONT. — L'ÉLOGE DU POÈTE PAR L'ÉVÊQUE D'ORLÉANS.

L'Eglise et les lettres françaises fraternisaient hier matin à Saint-Etienne du Mont, où l'un de nos plus éloquents évêques avait assumé la tâche de louer, dans la chaire chrétienne, l'un de nos plus grands poètes.

Une assistance d'élite occupait entièrement les trois nefs. Au banc d'œuvre, M. Jules Lemaitre semblait présider, assisté de M. François Coppée, à sa droite, et de M. Brunetière, à sa gauche.

Le duc de Broglie, M. Thureau-Dangin, Hanotaux, Vandal, Gréard, Boissier et Henry Houssaye complétaient la délégation de l'Académie. Les habits aux palmes vertes étaient, d'ailleurs, du plus heureux effet aux places réservées, d'ordinaire au clergé et aux membres du Conseil de fabrique.

Répondant, d'autre part, plusieurs professeurs de la Sorbonne, parmi lesquels MM. Croussé et Gazier.

Le cardinal Richier avait envoyé, pour le représenter, M. le vicaire général Bureau, archidiacre de Sainte-Genève.

Aperçu en outre bon nombre de curés de Paris, notamment M. l'abbé Sicard, curé de Saint-Médard, qui ne pouvait manquer à cette fête religieuse et littéraire, et presque tous les ecclésiastiques que des souvenirs de ministère ou d'amitié rattachent à la paroisse gardienne du tombeau de Sainte-Genève : M. le chanoine Pousset, archiprêtre de la cathédrale; M. l'abbé Gaultier de Claubry, curé de Saint-Eustache; M. le chanoine Perdreau, etc.

Près du maître-autel, décoré d'une profusion de plantes vertes et étincelant de lumières, un trône a été préparé pour Mgr Touchet, évêque d'Orléans, qu'assistent un des vicaires généraux de Sa Grandeur.

Il est exactement dix heures et demie quand M. l'abbé Lesêtre, curé de Saint-Etienne du Mont, commence la messe. M. Jules Lemaitre, qui faisait admirer à ses voisins la magnifique jubé et la curieuse architecture de l'église, s'interrompt pour écouter, dans le plus éminent des recueils, les fragments d'*Esther*, musique de A. Coquard, que chante M. Barrier.

On a, en effet, exécuté hier matin, à Saint-Etienne du Mont, des morceaux choisis des deux œuvres les plus religieuses du poète : des fragments d'*Esther*, comme nous venons de le dire; puis des extraits d'*Athalie* : « O bienheureux l'enfant », et « D'un cœur qui t'aime », musique de Mendelssohn. Pour une fois, c'est très bien, et il convenait de rendre à l'auteur cet hommage, parfaitement approprié à la circonstance. Je ne pense pas, cependant que les chœurs merveilleux d'*Athalie* et d'*Esther* deviennent jamais classiques dans nos temples. Aussi beaux qu'ils soient, ils ne paraissent pas adéquats au cadre des solennités liturgiques. C'est, peut-être, que le latin est, par excellence, la langue de l'Eglise, et que l'art, sur ce point, se trouve absolument d'accord avec la tradition.

A la fin de la messe, Mgr Touchet a prononcé le discours annoncé. Ce n'est pas l'évêque d'Orléans, mais le cardinal évêque d'Autun que le curé de Saint-Etienne du Mont avait tout d'abord invité à prendre la parole au centenaire de Racine. Mais Mgr Perraud, qui est allé récemment, ainsi qu'il l'écrivait à l'évêque d'Orléans, « jusqu'aux portes de l'éternité », est retenu à Autun par la lenteur de sa convalescence. C'est lui-même qui a désigné Mgr Touchet pour le remplacer. L'éminent prélat, dont les grands auditoires parisiens connaissent l'entraînante éloquence, admirablement servie par un organe qui ne laisse rien à désirer, s'est acquitté de sa mission non seulement en grand orateur et en évêque, mais en homme qui connaît le dix-septième siècle autrement que par les morceaux choisis de ses littérateurs et de ses poètes.

Il a d'abord acquiescé Racine sur le chef de jansénisme, ou plutôt il a réduit à ses justes limites une accusation où des es-

prits grincheux prendraient volontiers sujet de s'étonner qu'un évêque louât, du haut de la chaire chrétienne, le disciple et l'ami des illustres solitaires de Port-Royal.

Lisez maintenant ce curieux récit de la « première » d'*Esther*. C'est une véritable « Soirée », piquante sur des lèvres épiscopales :

Des privilégiés invités par Mme de Maintenon. Louis XIV faisant presque office d'ouvreur, la canne haute dans la porte et ne laissant passer qu'un essient quiconque se présente; lui-même gagnant sa place quand la représentation va commencer; Mme de Maintenon à son côté; autour d'eux, une couronne de princes et de princesses parmi lesquels le roi et la reine d'Angleterre; des grandes dames parmi lesquelles Mme de Sévigné; des hommes de lettres parmi lesquels Boileau; des évêques parmi lesquels Bossuet, dit-on; des religieux parmi lesquels le Père de La Chaise; les classes bleues, vertes, roses des demoiselles de Saint-Cyr, impatients, parlant bas en attendant que la toile se lève; leurs maîtresses, graves et recueillies, sous le voile d'atmosphère blanche de soie noire; un théâtre superbement luxueux; une perspective des jardins et des portiques qui, découverte subitement, tire des murmures, presque des cris d'admiration; des actrices en robes d'or rehaussées d'authentiques pierres, formées à l'art du comédien par Racine lui-même; Racine, le lecteur incomparable — et qui diront en eux, si naturellement, si éloquentement, que leur mère adoptive en sera épouvantée, mais en attendant, si épuisée, si vraiment « colombes timides » que les voix à deux genoux réclament le *Veni creator* afin d'appeler sur elles-mêmes l'esprit qui leur donnera la force d'entrer en scène...

Ce tableau n'est-il pas délicieux ? Plus loin, l'évêque d'Orléans se demande quelle place occupe Racine dans l'histoire de la littérature :

... Il n'est pas Eschyle, il n'est pas Shakespeare, il n'est pas Corneille; mais point n'est sans doute nécessaire d'être ces géants presque démesurés pour demeurer la face et l'harmonie, la délicatesse et le bon sens, l'équilibre, la clarté, la beauté, « pour devenir un centre incontesté sinon le centre unique » du drame national, pour être l'étoile littéraire la plus pure, la plus suave, de la France au plus bas siècle littéraire de la France.

Et Mgr Touchet, qui s'expose décidément à se faire traiter d'intellectuel — suprême injure — n'hésite pas à proclamer que la France est grande par ses littérateurs et ses poètes plus que par ses soldats et ses grands capitaines, plus que par ses diplomates, plus que par tous les autres facteurs de sa gloire.

Après le superbe discours de l'évêque d'Orléans, les chœurs de l'Institution nationale des jeunes aveugles, dirigés par M. Syme, ont magistralement exécuté le *Tollite hostias*, de Saint-Saëns, qui a terminé l'imposante cérémonie.

Julien de Narfon.

L'abondance des matières nous oblige à renvoyer à demain la suite du roman de M. Michel Corday : NOTRE MASQUE.

**Informations**

Al l'Élysée. — Le Président de la République a reçu aujourd'hui M. Lozé et M. Savorgnan de Brazza.

Armée. — M. Comte, capitaine de gendarmerie hors cadres, commandant la prévôté de Madagascar, à Tananarive, est rappelé en France, sur sa demande, et désigné pour occuper un emploi de son grade dans la légion de la garde républicaine (cavalerie).

M. Herqué, capitaine dans la cavalerie de la garde républicaine, est désigné pour prendre le commandement de la prévôté à Madagascar, en remplacement de M. Comte.

Colonies. — Le Journal officiel publie un décret par lequel les concessions accordées à la Société de la Côte Ouest de Madagascar et basé sur le contrat signé à Tananarive, il y a un an, par le général Gallieni et M. Daniel Guif, fondé de pouvoirs de l'ancienne Société.

La revue d'aujourd'hui. — Le général Zurlinden, gouverneur militaire, commandant aujourd'hui, à neuf heures, par les troupes de Versailles, de Courbevoie, de Saint-Cloud et la division de cavalerie, la revue des troupes du gouvernement de Paris.

Les autres régiments seront appelés successivement à une prise d'armes communes. La revue de ce matin a lieu à Satory.

**Figaro à la Bourse**

Vendredi 21 avril.

... Un instant de repos dans ces vertes campagnes. Le Rio, pour l'instant, se refuse à bouillonner davantage, — peut-être parce que c'est aujourd'hui vendredi et que les valeurs, aussi bien que les personnes, ont le droit d'être superstitieuses; mais plus probablement parce que c'est lundi que commence la liquidation de Londres, motif parfaitement suffisant pour qu'un titre, et surtout un titre cuprifère, estime qu'un peu de réserve est de rigueur.

Vous savez que dans la gendarmerie, quand un gendarme... Eh bien ! à la Bourse, c'est la même chose, sauf que c'est le Rio qui remplit le rôle du gendarme. Aujourd'hui, ledit Rio s'étant tenu coi, tout a été tranquille. Il y a bien eu quelques réalisations, qui ont un instant alourdi les cours; mais comme elles ont trouvé des contre-parties presque immédiates, il n'est rien resté de tout cela qu'un peu de tassement, — un tout petit peu de tassement. Cela n'empêche pas, d'ailleurs, les tendances générales d'être très fermes.

Les ventes françaises sont inertes, le 3 0/0 à 108, le 3 1/2 0/0 à 103,60. Au comptant, 4 et 5 centimes de diminution.

L'Estrie espagnole a fait 59,60 et 60 fr. aux cours extrêmes; elle s'arrête à 59,80, et ce cours moyen de la journée représente une diminution de 10 centimes sur hier. C'est moins que rien. L'Italien passe de 93,30 à 93,10. Les 3 0/0 russes sont en légère avance, le 1891 à 92,45, le 1896 à 92,90.

Variations de 5 centimes en plus ou en moins pour le Turc C à 27,30 et le D à 23,45. La Banque ottomane est plus faible à 579.

La Banque de Paris gagne 8 fr. à 1,085. Les autres établissements de crédit sont calmes, le Comptoir à 613, le Lyonnais à 914, la Société générale à 579, la Banque internationale à 682, la Banque spéciale des valeurs industrielles à 221,50, le Crédit foncier à 755, etc. C'est demain samedi qu'a lieu l'assemblée des actionnaires de cette dernière Société, dont les obligations restent non moins bien tenues et non moins actives que devant.

Du reste, le goût du petit public pour les obligations a été manifesté avec suite, ainsi qu'on le peut constater, en consultant la cote des Obligations de la Ville de Paris. Celles surtout qui n'ont pas atteint le pair, comme par exemple les 1894-96, ont subi l'objet des plus fortes espérances.

Chemins toujours délaissés à terme. Au comptant ils sont un peu plus fermes qu'hier.

Le Gas repère 12 fr. à 4,270, la TrACTION 2 fr. à 196, le Suez 23 fr. à 3,787, la Thomson-Houston 5 fr. à 1,505, la Sonoviec 18 fr. à 1,890, la De Beers 8 fr. à 710. Le Rio, à 1,155, recule de 9 fr. : pure bagatelle pour une pareille valeur ! Le groupe indus-

riel, comme vous voyez, a été un peu secoué. Il y a des exceptions, pourtant; ainsi, les Tramways de Tours à 121 et les Chausseries d'Indre à 221 sont fermes. Les Wagons-Lits font 312. Le dividende de 1898 a été fixé à 35 francs, sur lesquels un acompte de 12 fr. 50 a été payé le 1<sup>er</sup> janvier. Le solde, soit 22 fr. 50, sera payé le 1<sup>er</sup> juillet prochain.

Le Boursier.

#### MINES D'OR

Séance de réalisations hier. Les marchés, en général, manifestaient une certaine lourdeur qui s'est étendue à la cote Sud-Africaine. En outre, l'approche de la liquidation de Londres, qui aura lieu lundi, exerce son influence en restreignant les affaires nouvelles. Il en résulte quelques ventes qui portent principalement sur les valeurs spéculatives, tandis que les valeurs de placement restent indemnes.

C'est ainsi que, à Londres, la Rose Deep conserve toute sa récente avance à 10 7/8 liv. st. (274 fr. 45); il en est de même de la Crown Reef qui se retrouve très ferme à 19 liv. st. (479 fr.). Ces deux titres sont recherchés par les portefeuilles.

À Paris, la Ferreira, la Robinson Gold, la Simmer, la Village, ont eu à enregistrer des moins-values presque insignifiantes. La Lancaster, après son fort mouvement de hausse de ces derniers temps, ne perd que 1 fr. 50 à 107 fr. 50.

Cette Compagnie émet 30,000 obligations nouvelles au prix de 312 fr. 50 (38 fr. 37 environ) par action; elles sont offertes par préférence aux anciens actionnaires dans la proportion de 5 actions nouvelles par 50 actions anciennes. Les autres valeurs, telles que Rand Mines, Goldfields, East Rand, ont été un peu plus touchées; toutefois leur recul est également limité.

Les mines d'or et de fer exception et reste très ferme à 73,25. Le rapport de cette Compagnie vient de paraître; le Conseil propose un dividende de 2 fr. par action qui sera soumis à l'approbation de l'assemblée générale convoquée pour le 5 mai. Les actions récemment introduites sur le marché de Paris auront naturellement droit à ce dividende.

Henry Dupont.

**INFORMATIONS FINANCIÈRES**

Comptoir national d'escompte. — Situation au 31 mars 1939. Comparaison avec la précédente. Principales variations :

Caisse 37.234.536 — 7.748.495  
Portefeuille 339.601.579 + 30.149.799  
Reports 50.808.678 + 3.772.564  
Comptes courants débiteurs 43.888.888 + 1.565.885  
Comptes courants créditeurs 23.031.080 + 433.540  
Avances 53.025.454 — 1.565.180  
Participations financières 10.217.322 — 1.673.985  
Débiteurs par acceptations 50.073.400 — 3.475.403  
Comptes de chèques et comptes d'escompte 275.235.344 + 8.075.669  
Comptes cour. crédit 135.396.818 — 6.256.545

**TÉLÉGRAMMES ET CORRESPONDANCES**

Du 21 Avril

M. Drumont à Alger

ALGER. — L'arrivée de M. Drumont à Alger a eu pour conséquence directe plusieurs incidents. Passage Niboni, un israélite, nommé Moïse Karmon, qui tenait un commerce, a été assailli par une bande de manifestants, assez grièvement frappé et sa marchandise a été dispersée au vent. Aucune arrestation n'a pu être opérée, les auteurs de cette agression ayant pris la fuite.

À la sortie de l'audience du Tribunal correctionnel, la foule s'est amassée autour de la voiture du cellulaire éminent M. Rigi, en poussant les cris redoublés de « Liberté ! » La voiture, un moment soulevée par les efforts des manifestants, a pu s'éloigner au grand trot, escortée par les gendarmes à cheval.

Max Régis a été reconduit à Barberousse et de là à la Sid-Ferruch où M. Drumont doit aller le visiter dimanche.

Enfin, ce soir, M. Drumont, qui était allé du côté de Mustapha supérieur faire une promenade en voiture avec ses collaborateurs, redescendait dans la direction d'Alger, quand, en passant devant un café de la rue Michelet, les personnes qui l'escortaient s'arrêtèrent et firent pleuvoir une grêle de pierres sur la voiture de cet éminent homme, dont la plus grande partie des vitres furent brisées.

Une table placée sur la terrasse eut le même sort.

Les manifestants auraient entendu, sur le passage de M. Drumont, des coups de sifflet et des cris hostiles provenant de l'intérieur du café, et c'est ce qui motiva leur attitude.

Argus.

**LES THÉÂTRES**

**Théâtre de la Gaîté :** Les Sœurs Gaudichard, opéra-comique en trois actes de M. Maurice Ordonneau, musique de M. Edmond Audran.

Le canevas des Sœurs Gaudichard, qui sert de thème à la musique de M. Audran et de prétexte aux décors et au ballet de la Gaîté, est facile à raconter, car l'histoire est simple et peu nouvelle. Gaudichard et sa femme sont des aubergistes qui se retirent, après fortune faite. Ils ont deux petites jumelles qui ressemblent à ce point qu'on les prend l'une pour l'autre, convention théâtrale qui date des *Ménécènes*. Or, un jour, un accident amène chez eux une Sœur d'un couvent, Sœur Modeste, qui les décide à mettre en pension au couvent des Colibris — lisez : des Oiseaux — leurs fillettes Clara et Cécile, qui ont douze ans. Si les jumelles se ressemblent étonnamment au physique, elles diffèrent tout autant au moral. Cécile, douce, pieuse, respectueuse, est une perfection; Clara est émanicipée déjà, désobéissante, un petit diable. L'une chante des romances sentimentales dans l'honneur de l'amour paternel et l'autre dégoise des refrains de cantinière. Le double rôle, au premier tableau, est joué fort gentiment par une toute jeune enfant, la petite Mélodie.

Voici donc les sœurs Gaudichard au couvent. Elles s'y lient d'amitié avec une certaine Colette de La Tourette, qui a un frère officier, lequel vient la visiter. Or, ce frère devient amoureux de Clara, qui va sur ses dix-huit ans. Et Clara, à qui on fait la vie dure au couvent à cause de ses parents aubergistes, se laisse enlever par Gontran de La Tourette, le bel officier. La sage Cécile gémait de cette fugue et, allant en vacances chez ses parents, elle essaye de leur cacher la vérité, leur racontant que sa sœur est allée soigner un oncle à héritage, le paysan Boniface; mais, malade, elle finit par aller chercher au couvent; et, dans une scène charmante et la meilleure de la pièce, la Sœur Modeste se prête à pieux mensonge. Car Cécile compte bien aller rechercher sa sœur et la ramener dans le bon chemin et à la maison paternelle.

Mais comment découvrir la retraite de Clara et de La Tourette ? Heureusement, La Tourette a un ami, officier comme lui, Robert Deschamps. Ce Robert a rencontré Cécile et en est devenu amoureux, mais pour le bon motif. Il se présente donc chez les Gaudichard, qui lui font un excellent accueil; et comme il raconte à Cécile qu'il doit aller en fête chez La Tourette, celle-ci apprend qu'il s'agit de pendre la crémaillère dans le petit hôtel que

La Tourette a offert à une matresse, que Robert ne connaît d'ailleurs pas. C'est là que Cécile prend la résolution d'aller chercher Clara, dont la fugue est bientôt connue; car Boniface, l'oncle prétendu malade, est inopinément arrivé chez les Gaudichard. Cécile a vainement essayé, dans une scène qui est plaisante, de le mettre de moitié dans son mensonge; la vérité se découvre, et plus aisément que dans d'autres affaires, car les moyens de l'auteur sont simples et « bon enfant ».

Ceci nous conduit au quatrième tableau, au clou, pour qui la pièce a l'air d'avoir été faite. Gontran de La Tourette a offert à la petite pensionnaire enlevée par lui un hôtel somptueux. Ceci, sans rien avoir obtenu d'elle en échange de ses dons. Est-il besoin de dire que l'action se passe en des temps loins du nôtre et au pays de chimère ? La pendaison de la crémaillère est marquée par un grand bal travesti. Voilà le clou, devant lequel disparaît l'intérêt de l'action, ce qui est le vice de cette façon de composer les pièces. Le ballet des Pierrettes en costumes clairs, bien réglé, est délicieux. On y a applaudi deux danseuses, un travesti et une première danseuse, Milles Briant et Julia Duval, qui sont jolies et charmantes. La première danseuse, surtout, fait les pointes avec une incroyable légèreté. Allez donc, au milieu de ce spectacle éblouissant pour les yeux, suivre par le menu l'histoire des deux jumelles ! J'ai débrouillé cependant que les deux amoureux, trompés par la ressemblance des deux sœurs, croient, l'un que Cécile est une farceuse, l'autre que Clara le trompe — avant la lettre — avec un « vieux marcheur » qui s'appelle, par antiphrase, le baron Beauvisage et au profit de qui elle lui signifie son congé, chose rare de la part d'une femme qui a reçu, le jour même, le cadeau d'un hôtel princier ! Et, de cette double erreur, nul n'a double rupture. Mais le dernier tableau répare tout. Il se passe à la campagne, chez le père de Robert. Ce père, vieux militaire, a mis en vente son château, et le baron Beauvisage vient l'acheter, avec Clara, pour le lui offrir. Un hôtel, un château et Clara, cependant, sauvé son innocence. Voilà une femme qui a de la chance ! — ai-je entendu dire. Le vieux militaire prend d'ailleurs Clara pour Cécile, la fiancée de son fils, dont il attend la visite; et, peut-être, par l'allure de la demoiselle qui lui danse le cancan sous le nez, il flaque



# Ayuntamiento de Madrid